Le site noir du capitalisme

INTRODUCTION

Un Livre Noir du capitalisme avait été publié en 1997 en réponse au Livre Noir du Communisme de Courtois. J'ai acheté l'ouvrage, et il m'avait plutôt déçu malgré de très bons passages : les auteurs font feu de tout bois pour constituer des pièces à charge contre un capitalisme qui n'est pas davantage défini que le communisme dans le livre de Courtois, par exemple la 2de Guerre Mondiale mise sur le compte du capitalisme, ainsi que le génocide rwandais. On y retrouve d'autres arguments peu sérieux comme l'imputation au capitalisme de la responsabilité de tous les enfants qui meurent de faim de par le monde (alors que la plupart des famines sont plus dues à des guerres qu'au système économique en tant que tel). A l'opposé, ce Livre Noir du Capitalisme ne prend pas en compte les principaux méfaits du capitalisme, qui sont la destruction des amérindiens, la traite des noirs, mais aussi la surmortalité mondiale qui sévit dans quasiment tous les pays capitalistes « en développement » alors que des pays pas spécialement riches comme Cuba ont accompli de grands progrès sur le plan sanitaire.



Définition du capitalisme

Je vais essayer de limiter mon sujet au principaux crimes que je viens de citer (personne n'est capable de recenser tous les crimes du capitalisme). D'abord, définissons le capitalisme :

« Système économique où les biens de production et d'échange sont privés, où l'initiative de la production est privée et répond à un objectif de rentabilité par la mise à profit du travail d'autrui plus qu'à une planification étatique, et où le développement de l'activité tend vers une concentration du capital et le développement du salariat ou de la main-d'œuvre servile».

capitalisme peut tendre au monopole, donc à la sortie de l'économie de marché concurrentielle des manuels d'économie. De plus, une économie où les biens sont privés, mais où les travailleurs sont quasiment tous propriétaires de leur terre ou atelier ne correspond pas à une économie capitaliste au sens historique du terme, mais plus à une économie précapitaliste. Remarquons aussi que contrairement au communisme qui apparaît comme une idée avant d'être (plus ou moins) appliqué, le capitalisme est d'abord un phénomène historique avant d'être théorisé. Notons aussi que si les biens sont privés, cela ne signifie nullement que tout le monde ait le droit à la propriété, ni que la propriété soit naturelle : la délimitation de la propriété privée est toujours, originellement, la création de l'Etat.

Définition du crime capitaliste

Nous définirons ensuite comme crime capitaliste tous crime commis par des agents du capitalisme en tant que système politique et économique (état capitaliste, personnes et groupes privés) et qui sont la conséquence nécessaire de l'existence du capitalisme. Ainsi, le génocide rwandais n'a rien d'un crime capitaliste, car bien que commis dans un pays en voie de développement capitaliste, il n'est nullement nécessaire au capitalisme en tant que système.

Il y a deux catégories de crimes capitalistes : les crimes historiques (ceux qui sont délimités dans le temps et que l'on peut considérer comme « passés » ; cependant il s'agit ce crimes nécessaires à l'instauration du système capitaliste) ; ensuite, les crimes permanents ou systémiques du capitalisme, à savoir ceux qui sont permanents ou quasi-permanents dans le système capitaliste une fois celui-ci établi, et qui en sont la résultante inévitable.

Nous prenons donc la démarche opposée du Livre Noir du Communisme qui considère comme communiste tout méfait commis par des régimes dont l'étiquette est « communiste ». Ainsi la répression du Tibet ou les meurtres de croates et d'allemands commis par Tito deviennent des crimes imputables au « communisme ». D'autant que les famines soviétiques et chinoises sont déguisées en famine du « communisme » alors qu'elles ne sont pas dues à la collectivisation mais aux politiques particulières des dirigeants de l'époque.

Sommaire

<u>Définition et démystification</u> (Cf. « Qu'est-ce que le capitalisme ? » dans « La Critique du Capitalisme »).

Les crimes dans la genèse historique du capitalisme

La destruction des amérindiens

La Traite négrière

Les crimes du capitalisme en tant que système (la surmortalité mondiale du capitalisme)

Les famines coloniales du XIXème siècle

La surmortalité capitaliste mondiale

Un crime particulier:

Le génocide congolais

Les crimes de l'anticommunisme

La croisade antibolchevique

Conclusion

D'autres sujets, entre autres ceux-ci, pourraient être traités à l'avenir. Toute contribution est bienvenue.

La guerre du Vietnam (1963-1975) - Le génocide anticommuniste indonésien (1965) - Les guerres anticommunistes (Nicaragua, Angola, Mozambique) - Les guerres coloniales (Algérie, Indochine, Angola, Mozambique...)

LA DESTRUCTION DES AMERINDIENS

Le bobard le plus courant de la propagande capitaliste est que contrairement au socialisme ou soviétisme « artificiels », le marché et le capitalisme serait l'état « naturel » de l'humanité, l'état vers lequel tendraient volontairement les populations alors que seuls des dictateurs pourraient créer le socialisme. L'exemple de la conquête des Amériques montre l'inanité de ces théories.

Le but n'est pas de se livrer à un cours d'histoire ou d'anthropologie complètes dans cette page. Nous répondrons à quelques questions essentielles.

Combien étaient les amérindiens au début de la conquête et de la décolonisation?

Les estimations des effectifs amérindiens varient en fonction des intentions des auteurs: les gouvernements qui veulent nier le massacre ou les auteurs qui veulent en rester à une vision de la colonisation comme conquête d'un territoire vide fournirent des chiffres très bas; d'autres auteurs ont fourni des chiffres très élevés, comme soixante-dix ou cent millions d'amérindiens du Canada à la Patagonie à la fin de l'ère précolombienne, afin de suggérer que le carnage dépasse toute imagination.



Au début du 16^e siècle, l'ensemble des Amériques est peuplé de plusieurs dizaines de millions d'autochtones. D'après les estimations de S.F. Cook et W. Borah, la population du Mexique central (central seulement) aurait été de 25 millions de personnes en 1520 ; une autre estimation de S.F. Cook et L.B. Simpson parle de 11 million de personnes. Plusieurs centaines de milliers de personnes peuplent les Grandes Antilles (le chiffre d'un million de personnes à Hispaniola –Haïti/ Saint-Domingue- a souvent été avancé, mais il est revu à la baisse depuis). Selon Robert Pac, trois millions d'amérindiens vivent au Brésil en 1500. Claudi R. Cros parle de cinq à six millions d'amérindiens dans le futur Brésil en 1500. E. Zamora-Acosta estime à trois cent mille la population maya du Guatemala. Plusieurs millions de personnes peuplent l'empire inca (de l'Equateur au Nord Chili).

| Auteur (date) | Région / Date | Estimation des populations amérindiennes (millions de personnes) | Précisions | Référence |
|--|-----------------------------|---|--|---|
| Bureau du recensement américain (fin du XIXème siècle) | Amérique du Nord en 1492 | 0,5 | Estimation très basse. | Cité par Pap Ndiaye, dans <i>Le Livre Noir du</i> <i>Colonialisme</i> |
| James Mooney (1910) | idem | 1,148 | Idem; estimation longtemps prise au sérieux par les anthropologues. | idem |
| Henri Dobyns (1966) | idem | 12,25 | Estimation par multiplication des populations amérindiennes nord- américaines en 1930 par un facteur censé retracer la dépopulation. | idem |
| Henri Dobyns (1983) | idem | 18 | Idem, mais coefficient plus fort. | idem |
| Douglas Ubelaker | idem | 2,2 | - | idem |
| Russell Thornton | idem | 7 (dont 5 aux USA) | - | idem |
| Claudi R. Cros | Brésil en 1500 | 2 à 6 | - | C.R.Cros, La Civilisation amérindienne, PUF |
| Robert Pac | Brésil en 1500 | 3 | - | Le Livre Noir du Capitalisme, éd. Le Temps des Cerises, 1997 |
| Velloso de Oliveira (1819) | Brésil en 1819 | 0,8 | recensement | C.R.Cros, La Civilisation amérindienne, PUF |
| S.F. Cook & W. Borah | Mexique Central en 1520 | 25 | Il s'agit de deux estimations auxquelles ont participé le même auteur ; par prudence, | B. Lavallé, L'Amérique espagnole |

| S.F. Cook & L.B. Simpson | idem | 11 | nous prenons l'estimation basse. Il est à noter que dans la première estimation, la population tombait à un million en 1620, et à deux millions dans la seconde. | |
|-----------------------------|---|-----|--|------|
| E. Zamora-Acosta | Guatemala (population maya) début du 16 ^{ème} siècle | 0,3 | - | idem |
| Noble | Pérou en 1570 | 1,2 | Estimation faite à partir des documents coloniaux de l'époque, les relevés fiscaux par exemple, et qui ne prend pas en compte les quatre premières décennies espagnoles, où la dépopulation fut forte. | idem |

+ • • • Ce tableau montre la diversité des chiffres fournis, alors que beaucoup d'autres estimations auraient pu être citées. Prenons le parti de la prudence: le Mexique central comptait onze millions d'habitants lors du débarquement de Cortès, l'Amérique du Nord trois millions, le Brésil deux millions, le Pérou un million deux cent mille en 1570, et plusieurs centaines de milliers dans le reste des Amériques. Ce qui est sûr, c'est qu'un siècle plus tard les indiens du Mexique ne sont pas plus de deux millions, les péruviens ont été réduits de moitié de 1570 à 1620, et au début du XX ème siècle, les amérindiens d'Amérique du Nord sont 375.000 et ceux du Brésil, en 1992, selon la présidence de la République, 240.000. La diminution de population est d'au moins une quinzaine de millions d'individus. Il s'agit là d'une estimation basse, et de vastes régions n'ont pas été sondées fautes de sources pour l'auteur de ce site (les Caraïbes, les Guyanes, la Colombie-Venezuela, le cône Sud de l'Amérique Chili-Argentine...). Si l'on prend les estimations hautes de ce tableau, la population du Mexique central, selon l'estimation haute de Cook et Borah, aurait décrut de 24 millions de personnes en un siècle; celle de l'Amérique du Nord de près d'une douzaine de millions voire plus, plus d'un million pour le Pérou de 1530 à 1620 et de plus de cinq millions pour le Brésil, soit une décrue de quarante millions de personnes ou plus.

<u>Quand ont eu lieu les grandes dépopulations?</u>

Mexique: de 1520 à 1620 surtout, la destruction de la population ayant lieu sur un siècle avant de se stabiliser.

Pérou: de 1530 à 1620 surtout.

Brésil: depuis 1500 jusqu'au XX ème siècle, où la population amérindienne continue de diminuer. De nombreux peuples ont tout simplement disparu.

Amérique du Nord: depuis le XVIIème siècle jusqu'au début du XXème; l'essentiel de la destruction des nord-amérindiens s'est faite avant 1800; au vingtième siècle, au début duquel les amérindiens ne sont plus que 250.000 au moins sur le territoire des USA, ils voient leur nombre largement remonter, à plus de deux millions, sans atteindre le nombre qu'ils étaient probablement au début de la colonisation.

Quelles sont les causes de ces dépopulations

?

- Les maladies: le « choc microbien » par lequel les amérindiens ont contracté de nombreuses maladies européennes face auxquelles ils n'étaient pas habitués a constitué une importante cause de mortalité. Une épidémie peut, dans l'année, détruire plus de la moitié d'un groupe ou tribu. En fait, selon les recherches récentes, les maladies auraient été de loin la première cause de mortalité. Selon Guenter Lewy et Alfred Crosby, plus de 90% de la dépopulation indienne en serait due, avec en premier accusé la variole. La « légende noire » de la colonisation des Amériques veut que les maladies aient été utilisées par les conquérants pour détruire de façon déterminée les amérindiens. Toujours selon Lewy, il n'existe pas de preuves que ces méthodes eussent réellement été employées.
- La guerre: les premiers temps des conquêtes, surtout dans la future Amérique espagnole, sont très violents, mais il faut se garder d'un cliché: <u>les conquistadors ne seraient jamais venu à bout des états aztèques, incas ou autres potentats par leur seules forces, mais ont pu le faire avec des milliers d'auxiliaires indiens ont combattu à leur côté. La guerre se conjugue avec la transmission des maladies par les flux de réfugiés, par les viols, et s'accompagne de la destruction des agricultures, des privations alimentaires, augmentant la mortalité tout en diminuant drastiquement la natalité chez les peuples persécutés.</u>
- L'esclavage: c'est l'un des buts premiers de la conquête; les indiens y résistent très peu, sont parfois assimilés aux esclaves noirs qui arrivent en remplacement lorsque les amérindiens s'avèrent indomptables ou ont péri à la tâche.
- La dénatalité: les situations de guerres, d'épidémies, de faim, de servitude, dissuadent momentanément la natalité, comme cela s'est par exemple vu en Chine pendant la famine du Grand Bond en Avant; mais ici, la violence coloniale et les épidémies reviennent avec une fréquence régulière, d'où une chute durable de la natalité.

En quoi le colonisateur est-il responsable de la chute de la population amérindienne?

Génocide ou pas?

On pourrait, a priori, ne pas se poser la question en considérant que le colonisateur est responsable de tout ce qui eut lieu durant et en conséquence de cette colonisation. Mais cette responsabilité, si elle ne peut être niée en ce qui concerne les guerres, l'esclavage, les déplacements forcés de population, est relativisée par certains en ce qui concerne les épidémies. Si les amérindiens sont très majoritairement morts d'épidémies, ne pourrait-on pas considérer qu'il s'agit d'un gros accident et que les conquérants ne voulaient donc pas détruire les amérindiens? On pourrait faire a priori la comparaison avec la Grande Peste du milieu du XIVème siècle, qui faucha entre le tiers et la moitié des européens. Peut-on faire d'une catastrophe épidémique un crime colonial? Les partisans du capitalisme, qui bien sûr ont entendu les critiques concernant la destruction des indiens, vont plus loin en affirmant d'une part que les européens de l'époque n'étaient pas des capitalistes, que l'Europe était encore et pour deux-trois siècles largement féodale, et qu'ensuite les amérindiens sont morts surtout de maladies répandues dès les premiers contacts avec les blancs, sans que ces derniers aient eux-mêmes réalisé ni prévu ce qui allait se passer.

De prime abord, on peut dire qu'en effet, <u>le terme de « génocide » des amérindiens est contestable, et j'ai moi-même renoncé à intituler cette page « Le génocide des amérindiens ». Un génocide est la destruction voulue d'un groupe de population (dans sa grande majorité ou en totalité) définie par un groupe organisé, et ce de façon déterminée (c'est-à-dire que si un moyen de détruire le groupe en question échoue, on en essaiera un autre jusqu'au « succès »). Les épidémies subies par les indiens ne relèvent pas d'un tel plan. Quant aux multiples violences infligées aux indiens au travers des guerres avec les blancs, elles relèvent d'affrontements qui n'opposaient pas toujours les forces régulières des états, mais aussi souvent des groupes de pionniers blancs, des criminels de toute sorte, et les amérindiens eux-mêmes ne sont pas exempts de tout crime de guerre.</u>

Indians the victims of Genocide? », et pour ce qui est des faits je ne suis pas en mesure de la contester.

Après cela, peut-on, comme le fait l'auteur à la fin de son article, conclure qu'il s'agit d'une « tragédie », mais « pas d'un crime » ? Dans un sens, l'abandon de la notion de « génocide » ne pose aucun problème vis-à-vis de mes convictions. Fondamentalement, le capitalisme n'est pas une idéologie raciste, et accuser les états américains d'avoir planifié l'extermination d'un peuple serait faire fausse route. Une extermination raciale ne sert pas le marché, elle fait perdre inutilement de la main d'œuvre voire des clients, de la même manière que la Shoah n'a pas servi le capitalisme, même si des déportés ont temporairement servi des firmes du Reich. Mais le capitalisme n'en est pas moins meurtrier pour autant. Il n'a pas besoin d'éliminer un peuple entier, mais peut en revanche s'accommoder de beaucoup de « dommages collatéraux » dans son expansion.

Un « accident » pas si accidentel...

On peut contester l'idée d'une « regrettable mais inévitable tragédie » par deux faits: d'abord, même après la Grande Peste, les populations européennes ont pu se reconstituer. Pour la France, qui était tombée à dix millions d'habitants avec la conjonction de la Peste et de la Guerre de Cent Ans, trois siècles plus tard, sous Louis XIV, la population du royaume de France est revenue à vingt millions d'âmes. Ce n'est pas du tout le cas des populations amérindiennes: au Brésil, au début du XIXème siècle, trois siècles après le début de la conquête, les amérindiens du Brésil sont toujours en diminution, tombés à huit cent mille contre deux millions au moins (voire six) en 1500. On peut faire le même constat aux USA. Pour ce qui est du Mexique, la population ayant des origines amérindiennes dans un pays très métissé compte aujourd'hui des dizaines de millions de personnes, mais cela est surtout dû à la très forte croissance démographique du XX ème siècle, les mexicains (toutes origines confondues) étant 38 millions en 1960 et cent millions aujourd'hui. Il y a donc eu, jusqu'au renouveau du vingtième siècle pour les amérindiens de certains pays, une diminution constante puis une stagnation qui semble largement dépasser le cadre d'une catastrophe épidémique inopinée.

Le deuxième fait, plus important encore, est qu'<u>il n'y a pas eu, contrairement à la Grande Peste en Europe, une seule épidémie qui aurait fauché en quelques années une grande partie de la population.</u> Même si j'ai écrit plus haut qu'une épidémie peut parfois détruire la moitié d'un groupe restreint (par exemple quelques centaines d'individus) en quelques mois, même si la Peste Noire a tué par millions en quelques années, cela ne s'est pas exactement passé ainsi avec la plupart des amérindiens. Au Mexique, par exemple, d'après les deux estimations de Simpson, Cook et Borah, que l'on prenne les estimations hautes ou basses, les amérindiens du Mexique Central disparaissent à 80 ou 90 % en un siècle, et non pas sur quelques années. <u>Il y a donc eu une dépopulation longue, et non pas une catastrophe ponctuelle qui aurait pu passer pour un accident.</u> D'autres documents rappellent les épidémies récurrentes qui frappent en Équateur tout au long du XVIème siècle.

Mais à cela les auteurs comme Lewy répondront que malgré tout, les européens ne savaient pas quelle était l'origine de ces catastrophes, et ne pouvaient s'en considérer comme responsables.

Cela est contestable, en Amérique latine comme aux USA. Puisqu'au Mexique, la dépopulation s'est étalée sur un siècle, et qu'entre temps une société coloniale s'est mise en place impliquant forcément la communication entre blancs et indiens, ne serait-ce que pour passer des ordres. Ainsi, les colonisateurs ne pouvaient ignorer le désastre, ni que leur présence l'avait au moins considérablement accéléré (il n'est pas impossible que les civilisations du Mexique précolombien aient déjà été en crise avant les débarquements des premiers espagnols, mais le facteur microbien a bien été apporté par eux). Les œuvres du moine Las Casas, qui aboutissent dès les années 1540 à ce que la couronne espagnole cherche, officiellement du moins, à faire protéger les indiens, montrent que pendant la première génération de la conquête de l'Amérique continentale (celle des Grandes Antilles en était à sa deuxième génération) l'ampleur du mal subi par les indiens était connue. Mais Las Casas et ses contemporains se trompaient sans doute sûrement sur les causes de la déroute indienne,

l'imputant aux exactions des colonisateurs plus qu'aux maladies. Mais en même temps, il s'avère que la juxtaposition entre blancs et indiens tourne rapidement au carnage, et que des édits peuvent difficilement tempérer la situation.



A la fin de son article, Guenter Lewy écrit que la rencontre entre européens et amérindiens qui causa la catastrophe épidémique était de toute façon inévitable. C'est sans doute vrai. Ce qui l'est moins, c'est lorsqu'il dit que « le gouvernement US n'aurait pas pu empêcher le mouvement [de conquête et de colonisation blanche] vers l'Ouest, quand bien même il l'aurait voulu. » Ce genre de propos est assez faible, car justement le gouvernement des Etats-Unis n'a pas eu une telle volonté (hormis quelques réserves dérisoires suite à de nombreux et meurtriers déplacements de population) et on ne sait quelle en aurait été l'efficacité.

Lorsqu'en 1802, le président Jefferson lance une campagne de vaccination des indiens – et donc quand la menace épidémique est connue, et en réalité elle l'était déjà plusieurs décennies auparavant-, les USA sont une nation d'un peu plus de 5 millions d'habitants, à la croissance démographique rapide certes, mais qui n'a pas connu le grand accroissement du XIXème siècle (les USA auront plus de 70 millions d'habitants en 1900), largement d'origine migratoire et transatlantique. Autant dire qu'au début du XIXème siècle, les USA étaient un territoire à la densité humaine très faible, et même plus encore en y ajoutant les terres non encore acquises aux USA (Louisiane achetée en 1803, Sud-ouest acquis contre le Mexique en 1848, Oregon acheté au Royaume-Uni). L'octroi aux indiens de terres inviolables était techniquement possible, même si impensable du point de vue des intérêts des blancs; aujourd'hui encore, les USA, bien qu'ayant passé les 300 millions d'habitants en Octobre 2006, restent un pays à faible densité de population, et les amérindiens, réduits à un quart de million en 1900, sont dix fois plus nombreux aujourd'hui. Combien auraient-ils pu être si leur « renaissance » avait été facilité et sécurisée plus tôt ?

L'un des rares exemples de résistance –temporaire- des populations indigènes aux Amériques face à la colonisation furent les réductions jésuites, qui permirent une survie des guaranis chrétiens jusque vers leur effondrement dès les années 1760, et ce avec relativement peu de soutien de la couronne espagnole. Que se serait-il passé en Amérique du Nord si l'armée fédérale des USA avait elle-même garantit la non-colonisation du territoire indien? En comparant avec un autre pays, on peut dire qu'au regard de l'efficacité avec laquelle les administrations brésiliennes chargées des droits indiens ont officié, on peut nourrir des doutes (la dépopulation indienne a continué au Brésil au XXème siècle, permise par une haute corruption des administrations). Mais cela n'en restait pas moins de la responsabilité des gouvernements des « pays neufs » que de tenter cette protection.

Pas de génocide, pas de culpabilité?

La destruction des amérindiens ne relève pas d'un plan établi, dicté par un *Mein Kampf* ni par des moyens industriels et une pratique systématique. Dans de nombreux cas, comme au Brésil, les persécutions sont parfois le fait de tueurs privés, notamment avec les affrontements entre cultivateurs de caoutchouc et indiens amazoniens, avec la complicité passive de l'état brésilien. Il n'y a pas de Hitler colonialiste qui aurait ordonné l'extermination des amérindiens; cette destruction est largement collective et « non-pensée », et a fait souvent

l'objet de controverses et de critiques passionnées au sein même des sociétés américaines, mais sans pour autant l'empêcher, même quand on en connaissait les conséquences bien à l'avance. Ce qui amène à penser qu'elle est bel et bien constitutive du projet colonial, puisque pratiquement toutes les colonisations aux Amériques se sont accompagnées des mêmes effets. C'est justement parce qu'il n'y a pas un grand dictateur très cruel qui aurait ordonné de génocide que l'on peut dire que celui-ci fait partie du projet même du colonialisme (géniteur du capitalisme); si il y avait eu un tel dictateur, on pourrait toujours dire que cette catastrophe n'est imputable qu'à un seul dirigeant particulier; or ce n'est pas le cas. Il ne s'agit pas d'un génocide racial planifié, et de toute façon, si cela avait été le cas, cela ne favoriserait pas notre argumentation. Un génocide racial n'a pas de rapport avec le développement du capitalisme, puisque cela revient à supprimer inutilement des travailleurs, d'éventuels clients ou entrepreneurs (même à très long terme). Mais cependant, si l'expansion du capitalisme doit entraîner un certain nombre de morts en tant que « dommages collatéraux », par exemple par voie épidémique, alors on est bel et bien dans le domaine de la criminalité du capitalisme en tant que système, et ce n'est pas imputable à un chef d'état en particulier, puisque justement aucun gouvernement n'a décidé seul de la colonisation ni de la destruction de peuples.

Quel est le rapport avec le capitalisme ?

Les capitalistes idéalistes pourraient alors clamer qu'il n'y a pas lieu de parler de capitalisme dans des pays en guerre coloniale, où les structures de la propriété privée et du commerce moderne ne sont pas encore installés. Mais il s'agit là d'une posture idéaliste, celle qui s'imagine le capitalisme comme un système tombé du ciel, ou né adulte de la cuisse de Jupiter. Pour que le capitalisme s'installe, il faut bien que l'on prépare le terrain. D'autres diront: mais, à cette époque, le capitalisme n'existe pas en Europe même! Pourquoi vouloir le voir en Amérique? Ce n'est évidemment pas le capitalisme des manuels d'économie qui a cours dans l'Amérique post-colombienne, mais son enfantement.

La conquête, seul moyen d'imposer l'économie d'échanges et de propriété

Revenons sur les causes de la colonisation et de la conquête: bien que l'on puisse admettre que l'évangélisation ait pu être une motivation de l'exploration (peut-être plus que de la conquête), mais fondamentalement, la conquête, surtout ibérique, a pour but le renvoi de matières premières et « richesses » de toute sortes en Europe. L'Europe, ou plus précisément l'Espagne et le Portugal, n'ont pas les moyens de payer en monnaie ou en marchandises les nations amérindiennes, au cas où elles auraient noué des liens commerciaux au lieu de conquérir, pour inciter les amérindiens à se prêter le plus volontairement du monde à l'arrêt partiel de leurs activités de subsistance pour se livrer à l'export.



Dans une économie européenne très peu productive, jusqu'à la Révolution Industrielle, le seul moyen de tirer réellement profit (notion importante) des échanges avec les Amériques est la conquête et l'asservissement. Quand bien même le transfert de marchandises vers l'Europe serait peu prolifique dans les premières décennies de la conquête, il a au moins ce

grand mérite pour les européens de refaire la structure de la propriété dans le Nouveau Monde.

De nombreux peuples ignoraient tout simplement la notion de propriété individuelle de la terre; les peuples qui développaient une agriculture pouvaient ébaucher des rapports de propriété, mais toujours dans le cadre d'une économie de subsistance. La conquête européenne permet d'instaurer des exploitations de plus grande taille, agricoles ou minières, utilisant le travail servile; elle ouvre la place pour des immigrants européens et leurs descendants métis, et à un partage de la terre où la notion de propriété privée européenne s'imposera comme une évidence, y compris pour les amérindiens survivants (même si beaucoup continueront à exploiter des terres sans aucun titre de propriété jusqu'au XX ème siècle).

La colonisation a détruit l'essentiel des peuples des Amériques, mais a plongé le continent dans un nouveau partage, d'abord féodal, mais qui permettra ensuite le passage à la gestion capitaliste (où les terres ne sont plus distribuées en fonction de rapports d'autorités et de castes, mais en fonction de l'achat et de la vente). Or <u>le jeu du capitalisme est impossible si le féodalisme n'a pas d'abord découpé le plateau de jeu et les pions. Féodalisme et capitalisme sont père et fils;</u> les marxistes ont longtemps cru que les contradictions du capitalisme engendreraient le socialisme comme le capitalisme est né et s'est repu du cadavre du féodalisme; il semble que socialisme et capitalisme sont plus concurrents que géniteur et héritier.

L'esclavage, seule forme d'exploitation viable avant la Révolution Industrielle

On peut bien dire que <u>l'Europe, du XVIème au XVIIIème siècle, n'est pas</u> capitaliste mais encore féodale, ça n'enlève rien au fait que l'entreprise coloniale —ou négrière— est elle plus en pointe, puisque son but est d'utiliser le travail d'individus, en groupe et non plus à l'échelle familiale ou individuelle, afin non pas de rémunérer les individus pour leur travail comme le paysan européen de l'époque rémunère son travail en vendant sa production qu'il ne consomme pas, mais pour rémunérer des propriétaires d'exploitation qui gagneront leur revenus dans la vente du produit du travail d'autrui exporté vers l'Europe. Utilisation du travail d'autrui pour obtenir un revenu pour le propriétaire des biens de production = capitalisme. Même si les propriétaires sont des féodaux et non des entrepreneurs enrichis par la spéculation, même si l'exploitation des Amériques n'est pas toujours profitable, la colonne vertébrale de ce qui sera le capitalisme plus tard est posée.



La rupture qui s'annonce au XIXème siècle avec la Révolution Industrielle et les progrès agricoles, c'est que la productivité croissante des agriculteurs permet à une partie de la population de passer de la paysannerie au prolétariat industriel, et la productivité croissante de l'industrie permet d'octroyer quelques salaires aux ouvriers. La hausse de la productivité agricole « libère » une population qui n'aura pas beaucoup d'autres choix que se vendre

comme ouvriers-ouvrières. Ainsi on passe du travail forcé à un travail qui se vend et qui s'achète. Lorsque ce niveau de productivité n'a pas été atteint, comme par exemple dans une population d'amérindiens cultivateurs, il est peu probable que les individus renoncent à être cultivateurs et proposent de se vendre comme ouvriers agricoles dans une latifundia ou à la mine.

Le seul recours pour permettre des productions primaires exportées, c'est le travail forcé, la mita du monde hispano-américain. Il arrivait parfois que les indiens contraints d'effectuer leur travail forcé dans des mines ou des ateliers (obras) reprennent du service volontairement, contre un salaire ; mais le travail servile constitue la base de la main d'œuvre coloniale. Ainsi, on peut très bien considérer que le travail forcé colonial n'est rien d'autre que la forme « normale » du capitalisme naissant -même si bridé par les réglementations coloniales- à une époque où la productivité agricole est trop faible pour que des contingents d'ouvriers prêts à se vendre comme salariés se détachent de la paysannerie. Dans le cas d'une économie sous-productive, le seul moyen pour l'employeur de réaliser une « plus-value », donc de garder à son profit une partie de ce qu'aura créé le travailleur, ce sont des horaires longs et des rémunérations très faibles. Ce qui a fait disparaître l'esclavage au XIXème siècle n'est pas tant un changement de mentalité ni d'organisation économique, mais surtout de technique. De toute façon, le travail forcé ne tient plus la route à l'époque industrielle, il est économiquement sous-productif, et irrationnel quand on peut employer des travailleurs « libres » à côté.



L'URSS, de son côté, en fera l'expérience avec le goulag, un gâchis économique presque total qui met nettement en doute l'idée selon laquelle l'économie planifiée industrielle aurait besoin du travail forcé. Dès lors que l'on applique la mécanisation aux activités primaires (agriculture, mines, bois, etc...) la part des salaires dans les coûts de production diminue, et l'intérêt d'avoir des esclaves au lieu de salariés s'évapore.



La conquête comme activité privée...

On peut aussi faire d'autres remarques. D'abord, comme le signale B. Lavallé dans L'Amérique espagnole de Colomb à Bolivar, les premiers conquérants au début du XVIème siècle sont en fait des entreprises privées, c'est-à-dire des expéditions qui reçoivent l'assentiment de la monarchie mais ont des armateurs privés avec qui les aventuriers doivent partager un butin de conquête, d'où une grande violence probable de ces expéditions au XVIème siècle, à l'époque où il est encore plus question de piller que d'exploiter le continent.



l'Europe

Il est en revanche un argument auquel j'ai renoncé, c'est l'idée selon laquelle l'exploitation de l'or et de l'argent aie fourni à l'Europe une monnaie métallique ; <u>l'arrivée</u> massive de métaux précieux a surtout permis à l'Espagne de payer ses frais étatiques et militaires, d'engendrer l'inflation en Europe. Quant à la monnaie-papier, même si les expériences comme la faillite de John Law et l'effondrement des assignats sous la Ière République montre la lenteur de son développement comme monnaie courante, elle existe cependant par les lettres de change qui sont d'un usage courant entre commerçants et financiers de l'époque européenne moderne. <u>L'exploitation des mines latino-américaines n'a probablement pas beaucoup contribué à l'enrichissement de l'Europe du seizième au dix-neuvième siècle.</u>

La conquête pour l'extension de la société de marché

Une autre remarque: pour les pays où il a été peu question d'exploiter les amérindiens mais plutôt de les repousser et de les tuer, comme aux USA et au Brésil, on peut aussi constater que les peuples amérindiens n'avaient pas intérêt à entrer dans l'économie marchande moderne: ils n'ont pas de compétences reconnues dans une société préindustrielle ou en cours d'industrialisation, leur intégration peut les conduire au sous-prolétariat et à la prostitution. Du point de vue des colonisateurs, les amérindiens sont sous-productifs et occupent des terres que l'économie capitaliste peut mettre en valeur. On pourrait dire: les amérindiens n'ont qu'à vendre leurs terres, et utiliser l'argent pour s'insérer dans l'économie de marché américaine ou brésilienne. Il faut donc se baser sur le fait que les amérindiens vont se comporter en tant qu'individus et non en tant que nation et renoncer à la terre qui faisait leur spécificité; il faut surtout imaginer que l'Etat US ou brésilien leur donne un prix honnête. Dans les belles pages des libéraux se prenant d'être humanistes, c'est peutêtre possible.



Car beaucoup libéraux croient en un droit « naturel », tombé du ciel; or le droit n'est jamais que la création de la force, et donc de l'Etat. Si, aux USA ou au Brésil, l'Etat décide que les indiens auront le droit entre un mauvais prix et la baïonnette, il sera difficile de l'en empêcher. Si ces états avaient été collectivistes, ils auraient pu considérer la terre comme collective, assurer un emploi aux ressortissants autochtones, leur faire profiter de la redistribution. Face à un état capitaliste, les amérindiens sont soumis à la fois à une absence d'intérêt à rejoindre l'économie de marché et l'intérêt pour cette économie de « mettre à profit » leurs terres. Comme quoi, les populations n'ont pas toutes naturellement intérêt au marché. Il faut donc parfois les forcer...

Conclusion

La disparition de la grande majorité des amérindiens ne relève certes pas d'un génocide planifié mais, au moins après les deux premières générations qui suivirent la découverte de Christophe Colomb, la tragédie indienne est connue des colonisateurs, qui n'ignorent plus qu'ils en sont la cause. Que des épidémies puissent emporter la majorité d'une population est certes possible, mais sa reconstitution l'est aussi si ledit peuple n'est pas surexposé à de nouvelles contamination et laissé en paix. Sur une réduction de population amérindienne de quinze à plus de cinquante millions d'individus du XVIème au XXème siècle, il n'est pas possible d'en imputer la totalité ni même la majorité à l'action consciente des blancs, mais dire qu'on n'y pouvait rien relève sans doute du mensonge, surtout à partir de la fin du XVIIIème siècle où les ravages des épidémies sur les indiens sont connus des colons.

Il y a probablement une minorité (inestimable) de ces dizaines de millions d'indiens qui auraient pu survivre si une partie des Amériques leur avait été réservé, dans les droit et dans les faits, mais cela aurait obligé à réduire le champ d'extension de la propriété privée, féodale puis capitaliste.

LA TRAITE DES ESCLAVES

Chacun connaît, ou pense connaître, la Traite des esclaves noirs, comme la déportation de millions de noirs d'Afrique vers les colonies sucrières, cotonnières ou fruitières des Amériques, pour faire face au besoin de main d'œuvre d'une économie coloniale en croissance et après l'impossible domestication des peuples amérindiens –et surtout après leur extermination, mais aussi l'abolition formelle de l'esclavage des indiens en 1542, obtenue par Las Casas. Le grand public connaît surtout la Traite comme l'expression du racisme européen vis-à-vis des africains; la Traite a été reconnue, à juste titre, comme crime contre l'humanité en 2000 en France.

Cependant il reste à se prémunir de quelques idées reçues. La Traite commence dès le XVème siècle, donc avant même la découverte des Amériques. Les Portugais, premiers initiateurs de la Traite européenne, fournissent des esclaves, non à des européens, mais à des marchands mandingues qui les utilisent comme porteurs d'or. Ainsi, il ne faut surtout pas oublier que <u>l'esclavage négrier ne se réduit pas à un affrontement noir/blanc; si les victimes sont bien noires, les exploiteurs sont noirs et blancs, africains et européens.</u>



Souvenons-nous aussi qu'à une époque où l'Afrique de l'Ouest, du Sénégal à l'Angola, celle qui est frappée par la Traite européenne, n'est pas conquise par les européens hormis quelques comptoirs côtiers, la traite est rendue possible par la présence de courtiers noirs, qui assurent la vente des captifs, amenés par des marchands d'esclaves africains. Mais parfois, les courtiers et preneurs d'esclaves sont aussi européens, portugais notamment, eux qui remportent contre les états de la côte africaine une série de victoires. Certains états africains participent d'eux-mêmes à la vente de leurs sujets, notamment en vendant les criminels, mais parfois aussi leur famille et même le village entier.

Cependant, il ne faut pas enfermer les états africains dans une logique de vente d'esclaves simplement pour bénéficier en retour de la verroterie européenne: en guise de monnaie, les européens offrent parfois aussi des armes; une « course à l'armement » s'installe entre états africains, les états dotés d'armes à feu réduisant leur précarité face aux autres; or la seule marchandise qui permet l'équipement en fusils, poudre et munitions est l'esclave.

La Traite a ensuite pour but de fournir en main d'œuvre les îles portugaises (Madère), puis au XVIème siècle les Antilles.

Au total, sur quatre siècles, du XVIème au XIXème, entre 11 et 13 millions d'esclaves seront transportés d'un bord à l'autre de l'Atlantique, dont six cent mille vers les futurs USA, quatre million vers les Antilles, autant vers le Brésil, le reste vers l'Amérique espagnole, deux cent mille vers l'Europe (Daget, 1990). Ces décomptes viennent des archives des compagnies négrières; la moitié de ce trafic aura lieu pendant le XVIIIème siècle, et le XIXème siècle en aurait fait autant s'il n'avait été le siècle des abolitions définitives de la traite des noirs, par le Royaume-Uni et la France notamment. La moitié de ce chiffre revient à des compagnies négrières anglaises, devant les hollandais et les français, dépassant très nettement les portugais toujours présents en Afrique mais nettement moins dans le transport transatlantique.

La Traite constituait-elle vraiment un système capitaliste?

Le commerce négrier est probablement loin d'avoir été un modèle de « libéralisme » au sens où nous l'entendons aujourd'hui. Les compagnies initiatrices sont d'abord les compagnies à privilèges soutenues par les états; l'achat des esclaves en Afrique fait aussi l'objet de monopole au XVIIème et XVIIIème siècle, où ce sont les portugais qui « délivrent » (au mauvais sens du terme) les esclaves aux marchands européens; dans les colonies, les planteurs peuvent être contraints par les négriers à acheter exclusivement leur main d'œuvre à telle ou telle compagnie, main d'œuvre dont la mortalité élevée, dépassant souvent la natalité dans les premières générations après le débarquement, affaiblit les planteurs face aux fournisseurs. Ceci dit, le rôle des armateurs privés croit aussi rapidement au XVIIème siècle, favorisés par les états comme la France qui leur déduit une partie des droits de douane à leur retour en métropole, après avoir troqué leur « bois d'ébène » contre des denrées coloniales (les planteurs paient peu en monnaie). On peut donc retenir que l'acteur fondamental du commerce négrier est un acteur privé. Et même mieux, c'est un acteur qui se distingue par le fait qu'il est propriétaire de l'outil de production plutôt que producteur lui-même: il s'agit de l'armateur, le possesseur du navire. Il assume les coûts de production ou d'investissement, confie la gestion de l'affaire à un capitaine, engrange les bénéfices, rémunère capitaine et équipage en gages plus ou moins élevés. Voici qui ressemble beaucoup au rôle d'un actionnaire, ou d'un « investisseur » qui aujourd'hui créerait une entreprise en avançant les capitaux, mais sans prendre part à la gestion directe de l'activité. Incontestablement, la Traite est une activité capitaliste, ce qui suffit à faire d'elle le crime le plus représentatif de l'essence même du capitalisme.



Qu'il n'y ait pas concurrence pure et parfaite, que les états aient encouragé des compagnies à côté des armateurs privés, que les « marchés » aient été attribués à coup d'exclusifs, ça n'enlève rien aux caractéristiques fondamentales du capitalisme: propriété privée des biens de productions (le navire principalement, dit aussi *négrier*), utilisation du travail d'autrui (l'équipage) pour effectuer l'activité « productrice », récupération des revenus en vue de rémunérer positivement le capital.

De plus, si l'on prend le côté des planteurs, l'esclavage, comme je l'écris aussi dans le chapitre sur le génocide amérindien, est entre le XVIème et le XVIIIème siècle, l'un des seuls moyens de tirer profit du travail d'autrui: avant la révolution industrielle, la productivité d'une main d'œuvre salariée est si faible, surtout dans des activités agricoles ou minières, est de réduire le coût du travail; l'esclavage tombe donc à pic, puisqu'il permet au propriétaire de récupérer la production et d'en reverser une moins grande part aux travailleurs. L'esclavage est l'enfance du capitalisme. Aux siècles suivants, l'explosion de la productivité permettra de gagner plus sur le travail du salarié tout en lui assurant la croissance de son salaire et même la réduction de son temps de travail.

La Traite négrière n'est-elle pas un crime raciste avant tout?

La question de la productivité permet d'aborder un autre problème de la Traite, celui de la part du racisme dans l'esclavage. <u>Il est évident que la Traite est raciste envers</u> <u>les africains; mais ce n'est pas sa seule ni sa principale motivation</u>: pensons qu'avant même le passage à l'importation massive d'africains dans les Amériques, les planteurs avaient essayé de soumettre sans succès les amérindiens, et aussi d'utiliser le travail des européens sans le sou débarqués dans les Antilles ou dans les colonies anglaises du Sud-Est des actuels USA. La première motivation de la Traite est économique, chacun en conviendra aisément; et les esclaves auraient pu être autres qu'africains et noirs.



Les européens auraient, techniquement, pu déporter les gueux d'Europe pour les exploiter aux Amériques; mais le servage était alors aboli depuis longtemps et aucun état européen occidental (la Russie maintiendra le servage jusqu'en 1868) n'est prêt à accepter d'être vidé d'une partie de sa population. L'Afrique du Nord est régie par des états trop constitués pour que les européens puissent capturer leurs sujets. Non pas que l'esclavage n'existe pas dans la rive sud de la Méditerranée, loin de là; le trafic d'esclaves africains et chrétiens s'y porte bien à l'époque de la Traite atlantique; mais y acheter des esclaves y coûterait plus cher que dans le Golfe de Guinée et il n'est pas militairement possible de s'emparer des populations nord-africaines, surtout lorsque la présence turque s'y ajoute.

L'Asie, indienne et chinoise surtout, offrira au XIXème et au XXème siècle des millions de coolies, voyageant par l'intermédiaire de l'Empire britannique; mais, entre le XVIème et le XVIIIème siècle, le voyage en partant d'Europe vers l'Inde est trop long pour être rentable. L'Afrique noire a donc l'infortune d'être « bien placée »: proche des Amériques, surtout du Brésil et des Antilles, constituée d'états à la solidité très variable, généralement plus faibles que les états du monde musulman.

Il est aujourd'hui tentant pour tout le monde d'inscrire la Traite des Noirs comme un crime uniquement raciste. Car aujourd'hui, chacun, de gauche comme de droite, hormis l'extrême-droite (mais aussi des éléments disséminés dans tous les camps politiques) reconnaît le racisme comme un fléau, surtout après la Shoah et la fin de la discrimination raciale légale aux USA. Il ne reste plus alors qu'à attacher la Traite au tableau du racisme, et de la commémorer en tant que telle, et cela arrange toutes les catégories politiques, y compris les sociaux-démocrates du PCF. Pourtant, la Traite est avant tout un crime marchand, et plus encore capitaliste. Si l'on s'est focalisé sur la déportation d'africains, c'est parce que des normes idéologiques de l'époque empêchait d'infliger le même sort à des blancs, et que des considérations géographiques rendaient inutiles la recherche hors d'Afrique. Il y a incontestablement une dimension raciste dans la Traite, mais elle m'apparaît secondaire. La Traite est un crime capitaliste, parce qu'elle est en soi une industrie de rémunération du capital.

_

Combien de morts la Traite européenne a-telle provoqué?

Les chiffres les plus variés, souvent délirants, ont couru sur la Traite européenne. Il faut déjà préciser qu'il y a plusieurs effectifs à évaluer: la quantité d'esclaves transportés d'un rivage à l'autre de l'Atlantique, le nombre de morts en traversée, mais aussi le nombre d'esclaves capturés dans le continent africain et ceux perdus dans le trajet jusqu'à la côte. Pour ce qui est des effectifs transportés, les livres de bord, de compte, des compagnies négrières ont témoigné et l'on s'accorde généralement sur 11 à 12 millions d'esclaves déportés, parfois un peu plus de dix millions ou un peu moins de quatorze millions selon les chercheurs (nous avons cité Daget pour une estimation de onze millions plus haut: ceux qui veulent d'autres estimations, généralement proches, peuvent se référer au tome II de De la Traite à l'esclavage, ouvrage qui reporte les actes du colloque de Nantes en 1985 sur l'esclavage, publié en 1988). Selon Philippe Paraire, dans Le Livre Noir du Capitalisme, dix millions d'esclaves ont été déportés, deux millions sont morts en traversée, un million périrent au labeur dans les plantations, mais surtout huit millions périrent en route en Afrique même. Ce sont des estimations basses, incompressibles; de plus hautes existent.



Il ne faut pas oublier qu'il est possible que les comptes aient été falsifiés à la baisse pour frauder l'impôt. Dans le même ouvrage, Jean Suret-Canale donne des chiffres plus élevés sur la mortalité dans les colonies américaines: ainsi, pour 2,2 millions d'esclaves importés à Saint-Domingue dans les cinquante dernières années avant 1789, il en restait cinq cent mille à cette date. Il y a aussi les pertes en convoi naval, pendant la traversée. Elle varie selon la nationalité du transporteur: elle semble plus faible chez les négriers scandinaves (danois et suédois participent à la Traite), et plus forte chez les anglais et les latins. Estimée à 7 ou 8% par Halgouet en 1939 pour l'ensemble de la Traite européenne, elle est placée par Morgan (en 1996) à 18%. Le plus dur à estimer reste sans conteste la mortalité pendant la traversée de l'Afrique vers la côte. Il semble admis par plusieurs auteurs que les pertes dans les colonnes d'esclaves se montent à la moitié au moins des effectifs. Pour un esclave embarqué, un captif mort au moins, ou près d'un (P. Paraire parle de huit millions de morts en route pour dix millions d'embarqués). Mais des estimations nettement plus hautes existent. Suret-Canale considère que le nombre total d'esclaves capturés et en Afrique, et dont une majorité a été liquidée en razzias, périt dans le trajet, dans les dépôts d'esclaves sur la côte, est de plusieurs dizaines de millions (cinquante millions peut-être, précise-t-il sans certitude).

Un autre chercheur, Morgan, évaluait le taux de mortalité en Afrique à 72%: pour onze-douze millions d'embarqués, près de trente millions de morts en route. Ce sont des estimations que nous pourrons considérer comme élevées; mais nous n'aurons jamais de certitude à ce sujet, comme sur les conséquences démographiques des captures sur les populations africaines, dont l'économie est gravement perturbée, et dont une partie se réfugie pour échapper à la captivité.

† • • • Il faut parler aussi des estimations très hautes, se chiffrant en centaines de millions de morts, qu'on peut encore récemment entendre ou lire, mais qui couraient aussi au XIXème siècle. En 1994, l'UNESCO produisait un document parlant de 210 millions de morts de la Traite; l'historien Diopp-Maes alla jusqu'à 400 à 600 millions de victimes... Ces estimations n'ont aucun sens car elles dépassent très largement la population de l'Afrique atlantique à la même époque. Sachant que l'essentiel de la Traite européenne s'est faite de 1700 à 1850, il est possible de concevoir qu'elle ait coûté au continent trente millions de morts sur cette période; mais des estimations en centaines de millions de morts sont beaucoup plus difficilement recevables. Ces estimations très hautes se basent soit sur de très forts taux de mortalité des esclaves, soit sur la confusion entre la notion de perte démographique et celle de nombre de victimes. Le nombre de victimes constitue l'ensemble des gens qui sont morts d'un phénomène, le surplus de mortalité due à une cause donnée. Les pertes démographiques relèvent l'ensemble de l'écart entre le niveau qu'atteint une population après une catastrophe et celui qu'elle devait atteindre dans les prévisions sans catastrophe; les pertes démographiques prennent donc en compte l a surmortalité mais aussi le manque de naissances pendant une période de catastrophe. C'est aussi en calculant les écarts entre population de l'URSS et ses prévisions (discutables) que Soljenitsyne arrivait à proclamer la mort de « soixante millions de personnes » du fait de la répression en URSS...

La Traite a-t-elle servi le développement économique de l'Europe occidentale?

On pourrait se passer de savoir en quoi la Traite a servi l'ensemble du système capitaliste européen en gestation à l'époque, puisque la Traite est en soi une industrie capitaliste. Mais le débat existe: dans la mesure où la moitié du trafic d'esclaves fut anglais, que l'apogée de la Traite européenne fut au XVIIIème siècle, juste au moment où l'Angleterre commence sa révolution industrielle, n'estce pas là un lien de cause à effet? La thèse n'est pas nouvelle: la Traite est les profits qu'elle engendrait aurait financé les investissements initiaux du décollage industriel anglais, sans quoi les inventions qui en furent à l'origine seraient resté des curiosités. Des estimations ont été faites dans les deux sens, tentant de démontrer l'importance ou l'insignifiance de la part des investissements d'origine négrière dans l'industrialisation anglaise, et il semble que la seconde thèse soit la plus réaliste. De plus, on peut remarquer des contre-arguments notoires à l'importance de la Traite pour le capitalisme euro-américain: en effet, aux USA, les anciens états esclavagistes et cotonniers ne furent pas, au XIXème siècle, les moteurs du développement économique américain, pas plus que les Antilles ne furent la proue du décollage des Amériques au XIXème comme au XXème. Ce qui est beaucoup plus sûr, c'est que ces régions ont nourri des zones industrielles beaucoup plus intenses comme le textile de l'Angleterre du Nord (Manchester-Liverpool). Mais surtout, avant même la révolution industrielle, l'esclavage a permis aux manufactures et à l'artisanat britannique de gagner en puissance en trouvant des débouchés conséquents à travers la clientèle des planteurs des Antilles. Ainsi, l'esclavage a construit une économie autour du Golfe du Mexique et au Brésil, qui certes ne sera pas la plus dynamique au XIXème siècle et ensuite, mais stimule la proto-industrie de l'arc atlantique européen. Ainsi, dans les

investissements qui ont lancé l'industrialisation de l'Europe, devient-il plus difficile de distinguer les deniers qui sont passés par le commerce des esclaves des autres.

A lire:

De la Traite à l'esclavage, Actes du Colloque International de Nantes 1985, 1988 L'invention du marché, Philippe Norel et alii, 2004, voir à partir de la page 300 pour l'analyse de la Traite et de ses conséquences dans la formation d'un proto-capitalisme transatlantique.

Les traites négrières, Essai d'Histoire globale, Olivier Pétré-Grenouilleau, 2004

LES FAMINES COLONIALES DU XIXème SIECLE

C'est un sujet complètement oublié par la plupart des gens -ou plutôt, jamais appris- et complètement négligé des historiens: entre 1876 et 1902, plusieurs vagues de grandes famines se sont abattus sur les pays du futur tiers-monde, en particulier l'Inde et la Chine, mais aussi des états comme l'Ethiopie et le Soudan, ainsi que le Nord-Est du Brésil, mais aussi le Maroc ou les Philippines. Plusieurs dizaines de millions de personnes périrent de faim et de maladie, surtout en 1876-1879, 1896-1902. En Inde britannique, les estimations pour ces deux vagues de famines sont comprises entre 6 et 10 millions de morts pour la première période, entre 6 et 19 millions pour la **seconde.** Vous n'en avez probablement jamais entendu parler, et vous demanderez quelle est la cause de ces famines. A première vue, répond Mike Davis, auteur en 2001 de Génocides tropicaux, catastrophes naturelles et famines coloniales, l'origine de ces famines est a priori naturelle, mais a priori seulement. Ces famines sont liées à des périodes d'intense sécheresse, durant sur plusieurs années, frappant les pays à mousson (qui s'étendent de la Chine au Soudan en passant bien sûr par l'Inde), et dévastant les récoltes dans de nombreuses régions: en Inde, en 1876-1879, c'est la région de Madras qui est la plus touchée, ainsi que le Nord du Deccan, le Rajputana et l'Oudh (futur Uttar Pradesh).

Le phénomène météorologique qui constitue la base de ces catastrophes n'est autre qu'ENSO (*El Nino Southern Oscillation*), dont la principale manifestation est l'inversion des pressions entre les zones géographiques, modifiant ainsi les précipitations : les régions à moussons se retrouvent ainsi avec des sécheresses consécutives sur plusieurs années dans ces cas extrêmes de la fin du XIXème siècle et d'autres continents, comme l'Amérique du Nord, reçoivent des précipitations en abondance.

Les récoltes sont anéanties dans de nombreuses régions. Mais, selon Davis, en réalité ce n'est pas tant la quantité de nourriture disponible qui posait problème: les régions affamées pouvaient toujours être secourues par d'autres provinces de l'Inde, par d'autres états. Le réseau de chemin de fer que les britanniques avaient dessiné en Inde devait permettre d'apporter aux populations les réserves alimentaires qui leur faisaient défaut. Mais en réalité, l'inverse se passa: pendant la famine, l'Inde restait exportatrice de blé et riz alors que des millions de ses habitants mourraient de faim. Les quantités exportées n'auraient pas pu sauver des millions de gens, certes; mais ce n'était là qu'un aspect de la politique générale britannique de non-assistance aux populations.

| Période de famine | Estimations du nombre de victimes (millions) | Source |
|---------------------|--|--|
| Famine de 1876-1879 | 10, 3 | William Digby, « Prosperous » British India,, Londres, 1901 |
| idem | 8,2 | Arap Maharatna, The demography of Famine, Delhi, 1996 |
| idem | 6,1 | Roland Seavoy, Famine in Peasant Societies, New York, 1986 |
| Famine de 1896-1902 | 19 | The Lancet, 16 mai 1901. Commentaire: ce chiffre regroupe les estimations des victimes de la famine et des épidémies de peste. |
| idem | 8,4 | Maharatna/ Seavoy |
| idem | 6,1 | Cambridge economic history of India, Cambridge 1983 |
| Total (intervalle) | 12,2 à 29,3 | |

Ces famines ne sont-elles pas des catastrophes naturelles à l'origine?

Il est impossible de nier que le facteur déclencheur des famines est avant tout d'ordre climatique. Mais il y a cependant, surtout <u>quand il existe un système de transport moderne comme le rail, une possibilité pour empêcher que la sécheresse ne débouche sur la famine.</u> Il suffit que les populations puissent acheter ce qui leur fait défaut; or, <u>les paysans indiens</u>, vivant dans des marchés en cours de désenclavement du fait de la colonisation et du développement du transport ferroviaire, <u>ont surtout eu droit à des hausses de prix considérables qui empêchèrent les plus pauvres d'acheter de quoi se nourrir, y compris dans des régions où il n'y avait pas en réalité de très grave pénurie alimentaire, simplement par extension de l'inflation d'une province à l'autre.</u>

Les colonisateurs britanniques étaient, selon Davis, assez largement convaincus de ce qu'écrivait Smith et les autres économistes classiques, à peine un siècle plus tôt: le meilleur moyen de contenir une famine serait, paraît-il, de laisser jouer le marché: si les prix augmentaient, cela faciliterait les importations, puisque les prix de l'extérieur devenaient plus intéressants, et cela incitait chacun à se montrer plus économe dans sa consommation. La réalité fut la poursuite des exportations (même si faibles: selon C. Walford, cité par Davis, il y eut pendant la première famine au maximum 18.300 tonnes de blé indien exporté, en 1878) et surtout l'impossibilité d'acheter quoi que ce soit pour des millions d'indiens, ce qui fit que le réseau ferroviaire fut en réalité incapable de résoudre la famine pendant que le marché alimentaire, lui, l'étendait.

► Quelle fut la politique d'aide aux affamés menée par les autorités britanniques?

L'action structurelle des britanniques

avant les famines

Dans le *Livre Noir du Colonialisme*, Marie Fourcade expose quelques arguments des pro-britanniques: selon eux, l'action britannique a permis aux indiens de mieux affronter les sécheresses, par le développement des travaux d'irrigation, du chemin de fer, par des cultures plus diversifiées, par le développement de l'industrie qui procura davantage de revenus au prolétariat indien.

A propos des travaux d'irrigation modernes menés par les britanniques, Davis répond en rappelant les échecs cuisants de certains de ces ouvrages, dont la principale conséquence fut l'altération des sols et la remontée des sels alcalins, d'où une baisse de la fertilité sur des milliers de kilomètres carrés.

L'auteur y oppose l'efficacité des systèmes d'irrigation indigènes, souvent hérités de la période moghole, plus sûrs écologiquement et générateurs de rendements stables. Non pas qu'il fasse la promotion d'une stagnation aux techniques hydrauliques précoloniales, mais qu'il reproche aux britanniques d'avoir voulu reconstruire un réseau inadapté au lieu d'entretenir et améliorer celui bâti par la civilisation indienne; il met largement en doute le fait que l'ingénierie hydraulique britannique ait vraiment prévenu les risques de famine en cas de sécheresse.

Un autre point fut l'imposition subie par la paysannerie indienne. Élevée en temps ordinaires, elle est maintenue par Lytton au cours de la première grande famine de 1876, avec le recours fréquent à la force. Le niveau habituel d'imposition était tel qu'il rendait vain, pour les nationalistes indiens, toute velléité de concurrence entre le travailleur indien et son homologue britannique. Ceci dit, <u>rien ne prouve que l'impôt soit responsable de la grande misère indienne: celle-ci aurait pu être soulagée par sa suppression, mais la crise qu'elle subit n'a pas pour cause l'imposition.</u> Autre aspect de cette imposition: les libéraux de toutes sortes peuvent mentionner qu'une imposition élevée n'est pas dans les principes du libéralisme économique; mais cela dépend de l'emploi que l'état en question fait de ces recettes fiscales. L'empire des Indes consacre une part importante (un tiers au moins selon Davis) de ses ressources au financement des forces de répression (police et armée). Le budget sanitaire et social est particulièrement faible (d'où un état désastreux de l'hygiène publique jusque dans les hôpitaux, avec une forte incidence sur la propagation de la peste lors de la seconde famine de 1896-1902). L'état colonial est certainement plus régalien que redistributeur.



Une autre tare du « développement » instigué par les britanniques que pointe Davis est l'échec de la création par le colonialisme d'une bourgeoisie entreprenante ; pendant que la paysannerie « libre » devait en fait subir l'impôt et profitait fort peu du boom céréalier des Provinces centrales qui partait surtout à l'export, les élites locales couplaient le commerce des céréales et la pratique de l'usure qui venait se greffer à l'impôt. A ce non-développement de la masse de la paysannerie s'ajoute la vulnérabilité du « modèle » exportateur indien quand les céréales du reste du monde (d'Argentine par exemple) vinrent le concurrencer.

L'action des autorités britanniques pendant les famines

Quelque furent les réalisations britanniques dans le but proclamé de prévenir d'éventuelles famines, surtout après celles de 1876-1879, quand une nouvelle famine était décrétée « impossible » (alors que celle de 1896-1902 sera pire), ils n'enlèvent nullement que **lors de la première famine, de 1876 à 1879, l'aide britannique fut particulièrement faible.** L'action du vice-roi des Indes, Lord Lytton, ancien poète, n'y fut pas pour rien: retranché à Simla, dans l'Himalaya indien, il s'opposa, avec l'aile conservatrice britannique, à la mise en place de politiques de distribution alimentaire, comme d'allocations de revenus pour les plus démunis.

qu'intégralement contrôlée par les britanniques, n'est qu'en partie administrée par la Grande-Bretagne, et en partie constitué d'états autochtones, dont les maharadjahs et prince sont vassaux des britanniques. Ceux-ci appliquent des politiques diverses, mais trop souvent c'est l'indolence qui l'emporte.

Une « solution » adoptée par les britanniques dans leurs zones d'administration (les présidences de Madras ou Bombay par exemple) pour allouer un minimum d'aide aux affamés ayant fui leurs régions d'origine sans verser dans l'odieuse charité indiscriminée <u>fut des camps de travail pour réfugiés, qui ne sont ni plus ni moins que la version coloniale des poorhouses de Grande-Bretagne, où les pauvres recueillis devaient travailler pour ne surtout pas être amenés à vivre dans l'assistanat. Ici, c'est la même chose, à l'exception près qu'on exige des travaux de force des réfugiés tout en leur offrant des rations qui, caloriquement, sont inférieures, non seulement aux normes de survie, mais aux rations des futurs camps de concentration nazis! Le taux de mortalité de ces camps « d'accueil » est énorme, ce qui fait que les réfugiés font de leur mieux pour ne pas s'y rendre.</u>

En 1878, un fond d'aide à la famine, qui faisait rage depuis deux ans, est créé, ainsi qu'une subvention de famine. Ils auront relativement peu le temps d'intervenir, vu que la famine s'arrête l'année suivante. Mais ils sont sensés, avec la création de nouvelles lignes ferroviaires devant permettre les convois de surplus agricoles d'une province à l'autre, prévoir une future famine. Or, lorsque celle-ci viendra en 1896, les dispositifs structurels comme le chemin de fer s'avèreront peu efficaces (car la nourriture n'est toujours pas distribuée gratuitement ou que les revenus ne permettent pas de l'acheter) et les moyens financiers sont peu ou pas utilisés, une partie des fonds devant être alloués à la famine sont en fait utilisés pour les guerres afghanes –perdues– de l'Angleterre. Dans les deux cas de famines, c'est globalement une politique de non-assistance qui est pratiquée, avec en 1876 comme vingt ans après, le refus de l'intervention sur les marchés et de redistribution.

En 1900-1902, alors qu'une vague de famine frappait à nouveau l'Inde, les efforts de l'Empire Britannique se tournèrent davantage vers la guerre des Boers; les indiens reçurent plus d'aide des fermiers américains que des autorités coloniales elles-mêmes. Dans les deux cas de famine, selon Davis, la pénurie se manifeste d'abord par une montée des prix, ce qui semble normal, et qui génère une rétention des réserves céréalières par ceux qui en possèdent encore et préfèrent encore spéculer sur les prix.

Certes, il faut rester prudent avec l'imputation de la famine à la spéculation. Il se peut effectivement qu'il y ait eu une pénurie absolue de nourriture; or les commissions britanniques d'enquête sur les famines reconnaîtront a posteriori que la nourriture, dans l'ensemble de l'Empire des Indes, n'a pas fait autant défaut que les revenus pour la distribuer.

L'absence de campagne internationale pour porter secours à l'Inde est d'autant plus criante que le phénomène ENSO, s'il avait déshérité l'Inde, la Chine, toute l'Asie du Sud-Est en général dans les années 1890, avait au contraire dynamisé la récolte nord-américaine ; une compensation à l'échelle mondiale était donc possible, en plus d'une compensation entre régions asiatiques. Il n'y eut, au lieu de cela, que quelques aides spontanées offertes par des agriculteurs du Middle West.

Nous nous permettrons une petite comparaison entre les famines coloniales indiennes de 1876 à 1902 et la famine soviétique de 1921-1923, en ce qui concerne le taux d'assistance parmi les populations victimes de la famine. Pour la jeune URSS, la population affamée fut, selon Sergueï Adamets, de plus de trente millions de personnes (et la population des régions touchées par la famine fut de soixante millions); la moitié (quinze millions) reçurent une aide venant, dans l'ordre d'importance, soit de la campagne d'aide internationale, soit du gouvernement bolchevik, soit marginalement d'assistance privée russe. Dans la seconde famine indienne (1896-1902), pour une population victime de la famine de cent millions de personnes (ce qui représente 40% de la population de l'Inde, ce qui m'amène à me demander si Davis parle de la population affamée ou de la population des régions touchées par la faim), à peine un cinquième reçut de l'aide. Pour cent millions de personnes, on peut comprendre que la tâche soit difficile, il est vrai. Mais plusieurs éléments viennent contredire cette difficulté: 1) l'Empire britannique est très riche à cette période, bien plus que l'URSS de 1921, ruinée; 2) l'Empire britannique dispose de la première flotte, militaire ou

marchande, du monde ; 3) la sécheresse et la famine durent sur des années, trois ans au moins de 1876 à 1879, pratiquement six de 1896 à 1902, alors que cette seconde famine était prévisible des mois à l'avance. Les britanniques ont donc un temps de réaction et des moyens qui n'étaient pas du tout les mêmes que ceux des soviétiques (la famine soviétique pouvant se circonscrire sur deux ans, la pire année étant 1922).

Avertissement:

Avant de conclure ce chapitre, je préfère mentionner que peu d'ouvrages francophones traitent des famines indiennes de la fin du XIXème siècle. On pourrait également émettre le même jugement sur la famine sévissant dans le Niger français en 1929, qui n'est au souvenir de personne aujourd'hui en France ou ailleurs. Le livre de Mike Davis est l'un des rares points de vue disponibles sur la question. Voilà pourquoi je vous invite à le lire et l'acheter (Mike Davis, Génocide tropicaux, catastrophes naturelles et famines coloniales, éditions La Découverte, 2001; non je n'ai pas d'actions chez La Découverte ni de droits sur le bouquin de Davis). De très nombreuses sources y sont référencées, bien plus par exemple que dans le traitement que le Livre Noir du Communisme fait de la famine russe de 1921.

Toute contribution à partir d'autres ouvrages menant à modifier le contenu de cette page est bienvenue.

LE GENOCIDE CONGOLAIS

Il est des faits que décidément l'historiographie occidentale s'attache à oublier, sauf lorsqu'ils sont vraiment trop gros ; mais même dans ces cas, certains souvenirs ne reviennent qu'à ceux qui ont été concernés d'assez près. C'est notamment le cas de la colonisation belge au Congo. Ou plutôt de la colonisation de Léopold au Congo. En effet, de 1884 (et dans les faits, plusieurs années auparavant) jusqu'au début du XXème siècle et la mort dudit souverain, le pays aujourd'hui nommé République Démocratique du Congo, ex-Zaïre, fut la propriété d'un seul homme, maquillée initialement sous un projet de fédération libre de peuples africains du bassin du Congo, imitant un peu le Libéria (fondé en 1820 par une société privée américaine voulant réimplanter d'anciens esclaves libres en Afrique), en fait un territoire immense (quatre fois la France) exploré avec la violence requise par Henry Morton Stanley, qui songea d'abord en faire un cadeau aux britanniques, avant de se décider à soutenir les projets de Léopold.

Aujourd'hui, en Belgique, la colonisation du Congo est probablement encore un fait d'histoire connu, une exposition lui ayant récemment été consacrée. En France, par exemple, c'est une histoire totalement inconnue (nous avons suffisamment d'ombre sur notre propre colonisation, et réalisons assez mal qu'un pays de la taille de la Belgique aie pu avoir des colonies).

En 1998, le journaliste américain Adam Hochschild publie *Les fantômes du roi Léopold* – *Un holocauste oublié* (éd. Belfond). Il y relate l'histoire de cette colonie-propriété privée et des témoignages, alors courants à l'époque, complètement gommés depuis, **sur l'immense violence de l'exploitation du Congo, de la chute démographique qui s'ensuivit**, à tel point que le terme génocide, ne serait-ce qu'un génocide de fait comme pour les amérindiens, par lucre et non par haine raciale de type nazi, semble approprié.

Hochschild, on pourra donner les ouvrages de Jules Marchal (L'état libre du Congo : Paradis perdu. L'Histoire du Congo, 1876-1900, 1996 ; E.D. Morel contre Léopold II : L'Histoire du Congo, 1900-1910, 1996). Les travaux de l'historien belgo-américain Jan Vansina tendent à confirmer les estimations sur les pertes démographiques des congolais pendant la période léopoldienne. C'est principalement cette période, pendant laquelle le Congo est une propriété privée, qui nous intéresse, nettement plus que la période à proprement parler belge de 1908 à 1960.

Comment Léopold a-t-il pu acquérir le Congo?

Il semble en effet surprenant que le souverain d'une petite nation comme la Belgique aie pu acquérir un territoire aussi immense et riche en matières premières et animales (Léopold convoite initialement l'ivoire) alors que des concurrents aussi puissants que la France et le Royaume-Uni en étaient aux portes (par le Gabon pour les premiers, le Soudan puis la « Rhodésie » pour les seconds). Léopold profite de ce qu'aucune des deux puissances n'avait encore exploré et construit ses comptoirs sur le fleuve Congo; mais ce qui permettra au

souverain belge de garder une telle conquête, c'est avant tout la crainte réciproque des français et des britanniques de ce que le Congo ne passe à leur concurrent.

Pour les britanniques, mieux vaut Léopold que la France au Congo, pour la France la réciproque est vraie en plus de la présomption qu'en cas de décès de Léopold ou d'incapacité de celui-ci à garder le pays, le Congo sera réattribué à la France. Mais avant même la France, le Royaume-Uni, et toutes les puissances coloniales au traité de Berlin en 1885, ce sont d'abord les USA qui reconnaissent le projet « d'Etat libre » au Congo.

▶ Qui colonise vraiment le Congo ?

Ce n'est pas vraiment la Belgique qui le colonise : d'une part parce que <u>c'est Léopold</u> qui est de fait propriétaire du pays, qui officiellement est « l'Etat libre du <u>Congo » reconnu en 1884 (avant quoi le projet se grimait en une « Association Internationale Africaine »)</u> ; de l'autre parce que les européens, administrateurs, soldats ou affairistes, et éventuellement missionnaires catholiques (il y a aussi d'autres églises prêchant au Congo en ce temps-là, mais moins favorables à Léopold), ne sont que partiellement belges : beaucoup sont des mercenaires, à proprement parler, venu de toute l'Europe ou d'Amérique. Ceci dit, la colonie est étroitement gérée depuis Bruxelles, davantage que les possessions françaises ou britanniques n'étaient gérées depuis Paris ou Londres.

Quel est le but réel des colonisateurs ?

Lorsqu'en 1884, le Congo devient la propriété reconnue internationalement de Léopold, la première richesse convoitée est l'ivoire. Ce n'est qu'avec la découverte des applications du caoutchouc artificiel ou naturel, que, dans les années 1890, le Congo devient une immense colonie de collecte du caoutchouc. Plusieurs compagnies occidentales, pas forcément belges, ni propriété de Léopold, comme l'Anglo-Belgian India Rubber company (ABIR). Deux forces armées coexistent alors au Congo: la Force publique, c'est-à-dire les forces de l'Etat du Congo, chargée de réprimer les révoltes (nombreuses); mais il existe aussi des armées privées, les milices des compagnies privées comme l'ABIR.

Une pratique devient emblématique : les coupures de mains en représailles contre les africains ne ramenant pas les quantités de caoutchouc pour lesquelles ils ont été réquisitionnés. Qualifiés d'actes isolés, de l'initiative des soldats de la Force publique ou des milices privées par les défenseurs de Léopold, il s'agit d'une pratique systématique pour Hochschild, selon lequel les consignes données par l'Etat du Congo pour restreindre ou interdire la section des mains sont autant respectées que l'abolition de la peine de mort en URSS.

Il m'est arrivé de tomber sur des pages web de défenseurs, belges ou non, de Léopold II, face aux travaux de Hochschild ou Marchal. Selon eux, la conquête du Congo n'a pas essentiellement des visées cupides. Ils sortent des chiffres comme quoi les revenus procurés par le Congo à la Belgique auraient été très faibles, de l'ordre du millième des revenus de la Belgique (par an ou sur la période 1880-1908), et resservent la mission humanitaire du roi Léopold, «abolissant l'esclavage» (pour rétablir la corvée ensuite pour la collecte de caoutchouc), «construisant des hôpitaux et des écoles en tous lieux», ce qui est reconnu même par les anti-colonialistes... qui y font remarquer l'absence générale de médecins et professeurs.

Cette analyse n'hésite pas à mélanger la période belge et léopoldienne, alors que ce n'est pas la même autorité qui contrôle le Congo avant et après 1908. Ce qu'il est important de mesurer dans la colonisation léopoldienne du Congo, c'est le revenu qu'elle rapporte, non à la Belgique, mais à Léopold II lui même! Selon A. Hochschild, le roi de Belgique se serait ainsi constitué une fortune pouvant être estimée à un million de dollars de 2005 (paru dans un article du Los Angeles Times du 2 Mars 2005).

Imaginons aussi la fortune de Jacques Chirac si celui-ci gagnait le millième des revenus de la France par an pendant 24 ans, soit la durée du Congo de Léopold (cela ferait 1.5 Mds d'euros par an pour le locataire de l'Elysée)! Ou même si l'on prenait la Belgique, six fois moins peuplée, à revenu par habitant comparable à celui de la France, cela reste des sommes faramineuses pour un homme, fut-il chef d'Etat. Et l'important n'est pas que Léopold aie ou non réussi à amasser les dividendes qu'il avait escompté tirer du Congo, mais bien qu'il aie géré le Congo –où il n'est jamais allé- dans ce but. De la même manière, on trouve souvent dans les arguments des ré-enjoliveurs du colonialisme que «le colonialisme a plus coûté aux états européens qu'il ne leur a rapporté ».

Et de citer les dépenses et les transferts de la Belgique vers le Congo, ou de la France et du Royaume-Uni vers leurs colonies, et de signifier la faible valeur des recettes perçues en retour, voir, paraît-il, leur nullité! Ce genre de propos reposent sur des analyses où on ne distingue pas les dépenses et les recettes des états et ceux des organismes privés (entreprises surtout). Qu'un état colonial dépense plus pour ses métropoles qu'il n'en reçoit n'est pas du tout surprenant : la plupart du temps, tous les états sont déficitaires ! Par exemple, le gouvernement français est en constant déficit depuis des décennies et la dette publique dépasse les 1000 milliards d'euros : on pourrait, en suivant le même raisonnement que les pro-colonialistes, en tirer la conclusion que pour l'Etat français, le fait de gérer la France est une mauvaise affaire et qu'il ferait mieux de vendre le pays au plus offrant! Lorsque l'on parle d'exploitation coloniale, il est plus intéressant de regarder les revenus engrangés par les entreprises privées (ou même celles qui ont des capitaux publics mais qui ont un but marchand) dans leurs activités dans les colonies. En sachant que même en mesurant cela, on peut découvrir que les entreprises et compagnies marchandes opérant dans les colonies auraient quand même enregistré des pertes. Mais si une telle constatation se présentait, soit on en conclurait que les entreprises ayant fait ces investissements ont échoué, et qu'elles sont irrationnelles de poursuivre, soit alors cela veut dire qu'il faut approfondir le raisonnement : ce n'est pas parce qu'une branche ouverte par une entreprise dans un pays n'est pas rentable en elle-même qu'elle est pour autant un poids pour l'entreprise et qu'elle doit s'en débarrasser. Par exemple, une entreprise qui ouvre un laboratoire ou un site d'extraction dans un pays peut très bien faire en sorte que dans ce pays elle ne réalise que des dépenses, et pas de recettes, d'où un bilan totalement négatif a priori de ces investissements, mais les produits de ces sites (découvertes scientifiques, matières premières spéciales...) réutilisées au niveau mondial par le groupe, permettent de réaliser plus de chiffre d'affaire. Analyser l'intérêt en soi d'une branche d'une compagnie dans un pays —ou colonie-, c'est comme étudier l'organe d'un corps en oubliant qu'il fait partie du corps. Etudier la rentabilité en soi du Congo par rapport à la Belgique ou de l'Algérie par rapport à la France, c'est oublier que ces pays sont justement des colonies membres d'un empire global et d'une économie en voie de mondialisation.

On peut aussi dire que la colonisation, même si elle n'était absolument pas bénéficiaire dans les premières décennies -voire un siècle ou deux !d'exploitation par la métropole, représente pour le colonisateur un espoir de voir à long terme émerger une économie capitaliste similaire à celle de la **métropole** qui pourra, soit accueillir les investissements futurs de la métropole, soit fournir de l'épargne à la métropole, devenir un partenaire d'échange etc... Ainsi, la colonisation des futurs USA par les britanniques n'a pas due être follement rentable pour Sa Majesté au 17^{ème} siècle, et peut-être même jusqu'à l'indépendance des USA. Aujourd'hui, les USA ont l'économie capitaliste la plus puissante du monde ; même devenus indépendants et après plusieurs guerres contre l'Empire britannique, ils sont un partenaire commercial massif et finalement devenu le premier allié de Londres. En prenant l'exemple du Canada et de l'Australie, on aurait même pu dire que la colonisation britannique leur a permis d'avoir des alliés indéfectibles. La colonisation, de « peuplement » ou « d'exploitation » peut très bien ne pas être rentable sur des décennies, cela ne signifie pas qu'elle ne soit pas un investissement à long terme pour l'extension du capitalisme.

<u>Quelles ont été les conséquences pour les</u> populations ?

La répression, pour documentée qu'elle soit, n'a pas été la plus forte cause de dépopulation au Congo, loin s'en faut. Un fait massif fut aussi la fuite des populations, les exposant ainsi au dénuement le plus total, dans un contexte d'épidémies et de régression économique. Des populations entières fuient, disparaissent dans les forêts, parfois dans les déplacements forcés; les puissances coloniales voisines, la France en Afrique Equatoriale et l'Allemagne en Tanganyka notent chez eux l'arrivée de dizaines de milliers de réfugiés.

Concernant la forte mortalité retenue pour le Congo durant la période léopoldienne, plusieurs estimations sont disponibles : lors du passage du Congo à la Belgique, une commission gouvernementale reconnut que sous la période de « l'Etat libre », le Con go avait probablement perdu 20% de ses habitants, ce qui, pour une population recensée à 10 millions d'âmes en 1910, équivalait à une perte de 2 à 3 millions de personnes. Pourtant, une commission d'historiens à la même époque évoquait aussi une perte de moitié, soit donc dix millions de personnes disparues en vingt-cinq ans. Pour des estimations plus référencées et proches de nous, les travaux de Jan Vansina, professeur à l'Université du Wisconsin, parlent également d'une dépopulation de moitié, ayant fauché entre huit et dix millions de personnes.

densités de populations très inégales dans le pays ; avoir constaté qu'une perte démographique très importante a eu lieu dans une région ne permet de multiplier le chiffre par le rapport entre la superficie de la région et celle du pays. Mais ce n'est pas sur cela que se fondent les estimations : vu qu'il n'y avait pas eu de recensement au début d de l'ère léopoldienne, les sources reposent sur de nombreux témoignages, des généalogies, des récits oraux. Une autre estimation, répertoriée par l'Encyclopediae Britannicae, qui semble nettement plus extrapolative, parle d'une dépopulation de trois quart, soit trente millions de morts! Nous regarderons cette estimation comme un extrême.

Un indice important pour évaluer cette mortalité peut aussi être l'avis de ceux qui s'obstinent à défendre Léopold II : ont-ils les moyens de nier cette dépopulation ? Sachant que même les autorités belges l'ont reconnue, ils ne la nient pas. Certains préfèrent reprendre des arguments du style : « la faute incombe aux maladies, notamment la maladie du sommeil, ou la variole, dont l'introduction était « inévitable du fait du désenclavement du pays ».

Cet argument est très connu : mais que dirait-on, par exemple, d'un stalinien qui expliquerait qu'il faut retirer de la responsabilité de Staline les déportés au Goulag ou dans les territoires spéciaux qui ne sont pas morts d'exécution mais de maladie ? Les staliniens y ont déjà pensé et expliquent que la mortalité au Goulag, surtout pendant la guerre, est surtout due au manque de médicaments. C'est a priori vrai ; seulement, il ne suffit pas de manquer de médicaments pour mourir de maladie : la sous-alimentation, les travaux de force, le climat hostiles y jouent tout autant !

Pour ce qui est des maladies au Congo, les guerres de conquête (peu intenses) mais surtout de « pacification » (nettement plus récurrentes comme le décrit Hochschild), la fuite des populations en raison de ces guerres, de la collecte forcée du caoutchouc, la désorganisation des économies qui s'ensuit, et surtout les flux de réfugiés qui peuvent étendre les maladies, tout cela était-il « inévitable » ? De plus, arguer que les maladies sont le corollaire malheureusement inévitable du « désenclavement » surprend dans une autre mesure : quatre siècle après le début du génocide amérindien, qui a vu s'effondrer par millions le nombre des habitants du futur Mexique, avec entre autres une série d'épidémies véhiculées par les européens, ne pouvait-on pas espérer un quelconque progrès des colonisateurs ? Comme par exemple le fait d'octroyer aux colonisés des zones de quarantaine, à présence européenne très limitée, que l'on se refuserait à « désenclaver » dans l'immédiat, ou le fait de commencer le « désenclavement » par l'envoi de médecins et d'infirmiers ?

Ces faits n'ont-ils pas été connus et dénoncés à l'époque ?

Les atrocités commises au Congo ont effectivement déclenché un mouvement de protestation mondial. Plusieurs auteurs ont voyagé au Congo pour en ramener des rapports accablants: l'afro-américain Sheppard dans les années 1890; le polonais Joseph Conrad, qui reproduira la réalité du Congo de Léopold dans une œuvre de fiction, *Au cœur des Ténèbres*. Mais le témoin le plus actif sera Edward D. Morel, ancien fonctionnaire au service de l'Etat du Congo, qui décide au tournant du Xxème siècle de se lancer dans la dénonciation, preuves et témoignages à l'appui. Il initie un journal, publie de nombreux pamphlets, et ses écrits se répandent dans la presse européenne, au Royaume-Uni, en Allemagne, en Suisse. Une association, la Congo Reform Association, fédère à travers le monde des milliers d'adhérents. La situation devient critique pour le roi Léopold, qui doit répondre par une contre-propagande vantant, comme le font encore un siècle plus tard les nostalgiques du colonialisme, les bienfaits humanitaires de l'Etat du Congo.

Il est surprenant de constater que ce qui fut l'une de premières campagnes mondiales de protestation contre des violations des droits de l'homme est aujourd'hui oubliée. Plusieurs facteurs y concourent à mon avis : la Première Guerre Mondiale a détourné les esprits ; la reprise en main du Congo par la Belgique a diminué nettement le niveau de violence, ce qui fait qu'après la catastrophe démographique du Congo léopoldien, la population congolaise recommence à croître.

Un autre facteur est, qu'avec les guerres coloniales, surtout en France, l'assimilation de la dénonciation du colonialisme à la propagande communiste, la critique des méfaits coloniaux est devenue has been; on lui reproche son « misérabilisme », de vouloir faire couler les « sanglots de l'homme blanc ». A l'inverse, lors de la parution du Livre Noir du Communisme, personne ne s'est étonné de ce qu'on veuille faire couler les « sanglots de l'homme rouge »... Les crimes du colonialisme sont réels, ils n'expliquent certainement pas tous les malheurs du Tiers-Monde, mais ils ne peuvent être dissous derrière un « aspect positif » de la colonisation, que voulait pourtant réhabiliter une loi française de février 2005. Imagine-t-on l'accueil qui serait fait à celui qui voudrait qu'on réévalue l'aspect positif du stalinisme ?

LA CROISADE ANTIBOLCHEVIQUE

La Croisade antibolchevique, ce n'est rien d'autre que la guerre civile russe et l'ensemble des conséquences (faim et épidémies) qu'elle engendra sur la population de l'exempire russe. Du point de vue des anticommunistes, la guerre civile est imputable aux bolcheviks, thèse indéfendable en réalité. On pourrait limiter le décompte aux victimes de la guerre: près d'un million de soldats de l'Armée Rouge ont péri dans cette guerre, et probablement autant de soldats des armées blanches et des « verts », c'est-à-dire des armées informelles de paysans révoltés, souvent contre les réquisitions bolcheviques mais aussi contre les blancs. La différence entre les pertes des blancs et des verts face aux bolcheviks est que les verts peuvent éventuellement prétendre mener une guerre de légitime défense alors que les blancs ont lancé une guerre de contre-révolution réactionnaire. Mais cette guerre s'accompagne aussi de la mort de millions de civils dus d'abord à des vagues d'épidémies ainsi qu'à la faim, sans même parler de la famine de 1921-1922. Nous limiterons le sujet à la période 1918-1920. Ces trois années furent une période de très forte surmortalité en Russie, fauchant neuf millions de personnes au moins par rapport en plus du nombre habituel de décès.

Chronologie sommaire de Novembre 1917 à 1920:

- 9 Novembre 1917: prise du pouvoir par les bolcheviks, majoritaires au Congrès des soviets de Septembre. De Novembre à Décembre, les bolcheviks s'emparent de l'essentiel des villes de Russie jusqu'à l'Oural, occasionnant des combats faisant des milliers de morts, parfois à l'initiative des antibolcheviks, comme à Moscou.
- **Décembre 1917:** élections de l'Assemblée Constituante: 90 millions de citoyens russes sont appelés à voter, la moitié le font. Les bolcheviks obtiennent le quart des voix, les socialistes modérés, partisans de la continuation de la guerre mondiale aux côtés des alliés, en recueillent la moitié.
- Janvier 1918: Lénine dissout l'Assemblée Constituante. Les bolcheviks gardent les socialistes révolutionnaires de gauche (minoritaires au sein des socialistes révolutionnaires) comme seuls alliés.
- Mars 1918: Paix de Brest-Litovsk. Rupture entre bolcheviks et SR de gauche.
- 29 avril 1918: l'armée allemande, qui avait reconnu l'indépendance de l'Ukraine comme les bolcheviks à Brest-Litovsk, envahit l'Ukraine.
- Mai 1918: révolte des cosaques du Don, des légionnaires tchécoslovaques (soldats de l'empire austro-hongrois faits prisonniers par l'Empire russe, traversant la Sibérie pour rejoindre les alliés occidentaux), des socialistesrévolutionnaires sur la Volga.
- Eté 1918: première campagne de réquisitions bolcheviques; une minorité des objectifs sont atteints.

- **Septembre 1918:** première grande campagne de terreur bolchevique (plusieurs milliers de morts).
- Hiver 1918-1920: reconquête de la Volga par les bolcheviks.
- 1919: retournement de la situation militaire en faveur des bolcheviks. Faim dans les villes russes. Grandes vagues d'épidémies, surtout de typhus.
- Hiver 1919-1920: reconquête de l'Asie Centrale par les bolcheviks.
- Février 1920: exécution du général tsariste Koltchak.
- **Printemps 1920:** début de la répression des cosaques du Don (décosaquisation). Trois cent à cinq cent mille personnes déportées. Reconquête de l'Ukraine.
- 1921: fin de la guerre civile, plusieurs centaines de milliers de décès militaires sont enregistrés. Répression de la grande révolte paysanne socialiste-révolutionnaire à Tambov. Sécheresse dramatique en Volga, famine et NEP.

A qui peut-on attribuer le déclenchement de la guerre civile?

Pour imputer aux bolcheviks le déclenchement de la guerre civile, tout a été bon aux yeux des historiens antibolchéviques. Le Livre Noir du Communisme n'a rien trouvé de mieux sous la plume de Nicolas Werth et de Stéphane Courtois que de citer des propos de Lénine, datant généralement d'avant 1917, ou une citation de Trotski, d'avril 1918, appelant à la guerre civile. Ces citations ne prouvent pourtant strictement rien: on n'établit pas la culpabilité d'un individu en se basant sur des propos où il dit qu'il va commettre un crime; il faut des preuves matérielles pour établir qu'il l'a bien commis.

Le même genre de raisonnement mènerait à considérer que la Corée du Sud est responsable du déclenchement de la guerre de Corée, sous prétexte que les dirigeants sud-coréens parlaient peut avant 1950 d'envahir le Nord, alors que c'est l'inverse qui se passera. Un autre argument lu dans un ouvrage écrit en hommage aux russes blancs est que le « communisme de guerre » (nationalisations, réquisitions, etc...) aurait provoqué les révoltes antibolchéviques et donc la guerre civile. Foutaises: les premières vagues de réquisitions agricoles auront lieu dans l'été 1918, alors que la guerre civile a déjà commencé en mai-juin, et la réquisition n'atteindra qu'une minorité de ses objectifs.

De toute façon, pour être sérieux, pourquoi les bolcheviks auraient-ils déclenché la guerre civile alors que: 1) ils étaient déjà au pouvoir (à moins de s'appeler Mao Zedong, on n'a pas besoin de déclencher une guerre civile quand on a le pouvoir, ce sont normalement les opposants qui le font), et 2) <u>l'Armée Rouge n'existe quasiment pas en Mai –Juin 1918</u>, puisqu'elle n'a été créée qu'en Janvier, conçue comme une armée de volontaires, et que devant la guerre antibolchevique la conscription a dû être instaurée en Juin?

Incontestablement, <u>la guerre est le fait des blancs</u>, <u>et de toutes les factions</u> <u>antibolchéviques en général qui y ont participé</u>. Pour retracer les étapes du début de la guerre, je vous invite à (re)lire un passage du texte que j'ai mis en lien dans l'Anti-site Noir du Communisme sur la Révolution Bolchevique: <u>voir ici, plus particulièrement le passage sur « le projet de guerre civile</u> ». La guerre civile est déclenchée sur trois fronts, celui du Don par la révolte des cosaques, puis sur la Volga avec le soulèvement des légionnaires

tchèques et des socialistes-révolutionnaires, et à l'Ouest par l'assaut allemand contre l'Ukraine dès la fin avril, avant qu'un autre front blanc s'ouvre dans le Nord-Ouest, en plus des corps expéditionnaires étrangers (quelques milliers d'hommes souvent) en Mer Noire, en Carélie, et plusieurs dizaines de milliers de japonais en Sibérie Orientale.

Combien de morts civiles et militaires peuton attribuer à la guerre civile?

Les chiffres les plus divers ont couru sur le nombre de morts imputables à la guerre civile russe, le plus souvent en tentant d'imputer ces chiffres aux bolcheviks. La guerre ellemême a provoqué la mort de près d'un million de combattants de l'armée rouge, mais pas forcément sur le terrain, plus d'un tiers étant en fait morts des suites de leurs blessures et des infections dans une pénurie quasi-générale de médicaments. Il est probable que les pertes des blancs se comptent en centaines de milliers, ainsi que celles des armées « vertes », les paysans révoltés qui, n'en déplaisent aux antibolchéviques, se battaient parfois aussi contre les blancs, dont le tort principal à leurs yeux étant de vouloir rétablir les anciens propriétaires terriens dans « leurs droits » et donc d'annuler le partage des terres accompli dans les faits en 1917.

Le bilan en pertes militaires sera donc retenu pour 1917-1923 à environ deux millions de morts. Pour ce qui est des pertes civiles, le flou ne peut qu'être général vu que les décès ont souvent échappé à l'appareil statistique soviétique en construction. Nous pouvons cependant, pour avoir une idée de l'ampleur du désastre lié à cette guerre pour les civils, nous baser sur les estimations d'historiens comme Sergueï Adamets (Guerre civile et famine en Russie, éd. De l'Aube, 2003), qui compare ses résultats avec ceux (proches) d'autres auteurs comme Andreev.

Sur la période 1917-1923, la surmortalité dans l'ex-empire russe par rapport aux taux de mortalité prévalent jusqu'en 1917 (la guerre mondiale n'avait pas trop affecté la mortalité des civils jusque là) à environ dix-sept millions de décès. Dont six millions pour la période de la famine de 1921 à 1923. Ce qui signifie que la période de la guerre civile, de 1918 à 1920 (1917 est encore assez peu meurtrière relativement aux années suivantes, la pire étant 1920), une surmortalité de neuf à dix millions de personnes est à déplorer, dont deux millions sont classés par les deux auteurs comme décès militaires. Ces estimations sont basées sur l'étude des archives statistiques de l'époque, avec un relevé tant que possible des causes de décès, et, pour les données manquantes par région, soit des extrapolations se référant aux données des régions connaissant des situations similaires, soit l'utilisation de coefficient de sous-estimation. La moitié de ces dix millions de morts sont des morts dus aux épidémies, qui feront en fait sept à huit millions de victimes de 1917 à 1923.

Plus de six millions de décès seront classés « autres causes » entre 1917 et 1923; cela inclut, pour 1921-1923, les gens qui sont morts de la faim proprement dite (pendant ces trois années, les épidémies stimulées par la faim ont autant tué en fait que la faim elle-même) mais, pour les autres années, aussi des morts de faim dans les villes (avec une véritable famine urbaine jusque vers 1919), les victimes du dénuement et du froid, mais peut-être aussi des victimes d'exécutions des deux camps, majoritairement bolcheviques - à moins que ces exécutions n'aient été classées dans les morts militaires.

Voici le tableau dressé par Adamets:

| Décès totaux, excédentaires et attendus hors crise de mortalité (territoire de la future URSS) entre 1918 et 1923 (milliers) | | | | | URSS) entre | |
|--|---------------------|---------------------------------|------------|--------|--------------------|--------|
| | Attendus hors crise | Excédentaires : Total des décès | | | Total des décès | |
| | | Épidémiques | Militaires | Autres | Total | |
| 1918 | 3 103 | 136 | 40 | 847 | 1 023 | 4 126 |
| 1919 | 3 737 | 2 034 | 783 | 2 316 | 5 133 | 8 870 |
| 1920 | 3 343 | 2 069 | 850 | 1 469 | 4 388 | 7 731 |
| 1921 | 3 151 | 1 272 | 614 | 662 | 2 548 | 5 699 |
| 1922 | 3 292 | 1 389 | 66 | 1 703 | 3 158 | 6 450 |
| 1923 | 3 068 | 63 | 0 | 814 | 877 | 3 945 |
| 1918-1923 | 19 694 | 6 963 | 2 353 | 7 811 | 17 127 | 36 821 |

Sergueï Adamets, Guerre civile et famine en Russie, 1917-1923, éd. De l'Aube, page 277.

Le tableau renvoie aux chiffres cités plus haut: deux millions de morts militaires de la guerre civile, plus de huit millions de civils morts en 1918-1920 d'épidémies et autres causes (faim, dénuement, froid, assassinat...).

<u>Quel est le rapport entre l'action des antibolcheviques et la surmortalité en Russie?</u>

Là encore, les historiens de l'antibolchevisme s'ingénient à démontrer que les malheurs du peuple de l'ex-empire russe sont à mettre au compte des bolcheviks. Après avoir insinué ou proclamé que les bolcheviks avaient causé la guerre, ils écrivent que les pénuries alimentaires subies par la population, en ville surtout, où règne une véritable famine jusque vers 1919-1920, on invoque la politique des réquisitions, et une « interdiction des marchés libres », qui aurait interdit à la population de trouver de la nourriture par elle-même, d'où la famine. Petit problème: les bolcheviks n'ont jamais, dans la pratique, interdit globalement les marchés alimentaires, et ceux-ci, en ville, restaient même en 1919 les principales sources d'approvisionnement des populations, les réquisitions ne jouant qu'un rôle minoritaire (30 à 50%, ce qui ne signifie pas qu'elles étaient inutiles: enlevons ces 30 à 50%, et c'était la famine la plus dure).

Après avoir vainement tenté de lutter contre la spéculation, les bolcheviks y ont finalement renoncé; bien que le commerce des vivres fut déclaré hors-la-loi en été 1918, il fut progressivement rétabli à partir de l'automne 1918. En mars-avril 1919, les enquêtes du gouvernement montre que le commerce est dominant dans l'alimentation des villes. Les

véritables causes de la faim en zone bolchevique (qui fut réduite au Centre et au Nord de la Russie européenne en 1918) sont déjà expliquées dans la page consacrée à la révolution d'Octobre: les principales régions vivrières de Russie (Ukraine, Sibérie, Don...) sont sous contrôle antibolchevique jusqu'à la fin 1919; les trains de ravitaillement sont de surcroît soumis au pillage et à la corruption. Seules la Volga et l'Oural, régions céréalières aussi, sont sous contrôle bolchevique dès 1918, ce qui explique les très fortes réquisitions bolcheviques concentrées sur ces régions. Ce n'est pas un hasard si la famine urbaine décline en 1919-1920, après la reprise des régions périphériques, accompagnées de vagues de réquisitions (par exemple en pays cosaque, dans la région du Don).

Pour ce qui est des épidémies, ces éléments résument ce dont à souffert la Russie:

- <u>mobilisation d'une grande partie du matériel médical</u> au début de la Guerre mondiale, <u>perdu en grande partie</u> lors de la démobilisation;
- <u>désertion d'une partie du personnel médical</u>, préférant passer aux contrerévolutionnaires (ce n'est pas la seule fois que le corps médical fuira une révolution: en 1959, une majorité des médecins cubains auront quitté le pays vers les USA notamment; mais cela n'empêchera pas Cuba de reconstruire son système sanitaire);
- <u>dépendance de la Russie pour ses médicaments et son matériel</u>

 <u>d'hygiène</u>, importé, souvent d'Allemagne, avant 1914, et rupture des importations après 1914. Pendant la guerre civile, le prix du savon deviendra l'égal de celui du pain, fort cher en temps de pénurie.
- dévastation des systèmes d'irrigation, en Asie Centrale notamment;
- flots de réfugiés propageant les épidémies.

Le résultat est éloquent: <u>plus de 4,2 millions de morts excédentaires</u> <u>d'épidémies en 1918-1920!</u> Comment y soustraire la responsabilité des Blancs, mais aussi de leurs alliés socialistes-révolutionnaires, ainsi que de leurs souteneurs occidentaux?

On peut toujours invoquer l'autoritarisme et des assassinats commis par les bolcheviks dans la période d'Octobre 1917 au printemps 1918 (début de la guerre), mais même les auteurs du Livre Noir du Communisme n'ont pu trouver quoique ce soit, à la même période, qui puisse être comparable à de tels ravages que ceux causés par la guerre antibolchevique, soit une dizaine de millions de morts qui dépassent le bilan de la famine de 1921-1923, qui n'est pas entièrement imputable aux bolcheviques.

Même si plusieurs centaines de milliers de ces morts classés dans « autres causes » sont des victimes de la terreur bolchevique, même si, comme le proclamait un *Vade-mecum antibolchevique* des années 20, le nombre total des victimes des campagnes de terreur, de réquisitions de répressions, se montaient à 1,7 million (estimation que nous devons considérer comme haute du fait de sa source partisane), cela constitue une minorité des victimes directes et indirectes de la guerre, et cela appelle à mettre la Terreur dans un autre contexte.

•••Ainsi, le Livre Noir du Communisme passe des dizaines de pages sur les répressions bolcheviques contre les paysans pour les réquisitions ou la répression des déserteurs. Sans jamais évoquer l'état de famine urbaine qui régnait alors en 1918-1919: ainsi, à Petrograd, entre 1918 et 1920, la ville, qui connaissait en temps normaux des taux de mortalité de 20 pour mille, passa à des taux de 43 pour mille en 1918, 72 en 1920 (soit l'équivalent des taux de mortalité dans les provinces de la Volga aux pires heures de la famine de 1922), 54 pour mille en 1920; Moscou ne s'en sort pas beaucoup mieux avec des taux de 45 pour mille en 1919 contre 24 en 1913. Saratov, en Volga, avant même la famine, a aussi des taux de mortalité pendant la guerre deux à trois fois supérieurs aux chiffres de temps de paix. Des taux de mortalité au moins deux fois supérieurs à la normale frapperont de nombreuses villes de la Russie d'Europe. Pourquoi alors ne jamais imaginer que derrière les campagnes de réquisitions et les violences qui les accompagnent, il y a la nécessité de nourrir les villes pour limiter le désastre? Que les réquisitions aient plus ou moins sauvé de vies en ville qu'elles n'en ont supprimé à la campagne est une autre question que l'on peut se poser, mais il faut enterrer cette conception d'un pouvoir bolchevik qui tue, réprime et réquisitionne par pure folie meurtrière: il y a un adversaire, il y a la faim et les épidémies, il y a des solutions à prendre, et souvent violentes.

Bien sûr que nous aurions préféré que les bolcheviks soient beaucoup moins violents, et que beaucoup de leurs éxécutions furent gratuites et donc criminelles. Mais à ceux qui nous demanderont d'avoir « une pensée pour toutes les victimes de la Terreur rouge », nous demanderons d'avoir une pensée pour les victimes de la Terreur blanche: certes, les massacres commis par les blancs sont peu nombreux, mais <u>la Terreur blanche ce sont surtout les millions de civils qui paient le prix de la guerre.</u> A ceux qui aiment relever les propos sanguinaires des bolcheviks et qui y voient des preuves du caractère « génocidaire » du communisme, pourquoi ne relèvent-ils pas ces propos du général blanc Kornilov (cité par J-J. Marie dans *Lénine*): « *Nous sauverons la Russie, dussions-nous en brûler les trois quarts* » ? Vu le résultat, Kornilov et ses collègues voulaient bel et bien tenir leurs promesses.

LA SURMORTALITE CAPITALISTE MONDIALE AU XXème SIECLE

Un Livre Noir du Capitalisme (en réponse à un autre Livre Noir...) était paru en 1997 aux éditions du Temps des Cerises. Pour ma part, n'étant pas marxiste, j'avais considéré l'ouvrage comme assez maladroit : les deux guerres mondiales étaient imputées au capitalisme, soit parce que les contradictions interimpérialistes avaient provoqué la guerre de 1914 ou laissé faire la guerre de 1939. Cela peut se discuter ...

Mais cela n'est pas l'essentiel des méfaits capitalistes. A la fin du Livre Noir du Capitalisme, une petite phrase fait mention de la mort par la faim de 5 à 6 millions de personnes par an. Un autre argument consiste à évoquer les « 10.000 enfants qui meurent de faim chaque jour ». Gilles Perrault, dans un article de décembre 1997 contre le Livre Noir du Communisme, parle de 40.000. Mais ce n'est pas si simple : si il y a bien huit cent millions de personnes souffrant de malnutrition dans le monde, les personnes qui sont dans un état de famine sont généralement situées dans des zones de conflit. Pourquoi attribuer au capitalisme la responsabilité de ces conflits? Analyse des conflits comme étant provoqués par l'impérialisme? Pourquoi pas, mais il y a une différence entre dire qu'une puissance capitaliste soutient un conflit et qu'elle le provoque. D'autant que l'impérialisme n'est pas réservé aux états capitalistes : les oligarchies planificatrices (URSS, Chine « populaire ») étaient assez rôdées dans ce domaine. D'autant que sur les enfants mourants de faim chaque jour, certains devaient être nord-coréens...

de la malnutrition mondiale: « si des centaines de millions de personnes souffrent de carences alimentaires, c'est à cause du caractère déloyal du marché agricole mondial, truqué par les subventions des pays développés; le libéralisme agricole enrichirait les paysans et résoudrait la faim » enfin il paraît. D'autres vous diront que si les états en développement étaient plus « libéraux » (CAD s'ils liquidaient ce qu'il leur reste d'état et de réglementations), ils s'enrichiraient plus vite, et cela « profiterait aux plus pauvres ». Bref, s'ils sont pauvres, c'est à cause de pas assez de capitalisme, qu'ils disent! C'est ce qu'on lit dans des bouquins lourdingues du style « Plaidoyer pour la mondialisation capitaliste » de J. Norberg, où l'on vous apprend que tout va de mieux en mieux, la preuve, il y a 10% de croissance en Chine et 6% en Inde!



Nous diviserons ce sujet en ces parties:

I. Constat: Surmortalité capitaliste

II. Méthode

III. Résultats

IV. Comparaisons Chine-Inde

V. A propos des pays de l'ex-bloc de l'Est

Surmortalité capitaliste

Comment estimer les conséquences humaines du capitalisme en tant que système ? Une solution toute simple : observer les espérances de vie, la mortalité dans les différents pays en « développement » capitaliste. Et les comparer à leurs « contraires ».

Par exemple : qui sait que Cuba est l'un des pays dont l'espérance de vie est la plus élevée parmi les états latino-américains (selon les chiffres de l'OMS pour 2001, Cuba n'est dépassé que par le Chili, le Costa Rica, et de peu). L'espérance de vie des hommes cubains est équivalente à celle des hommes des USA.

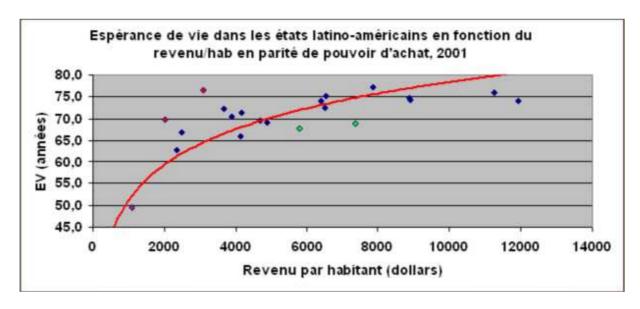
Autre idée : la Chine a une espérance de vie de 71 ans, soit huit à dix ans de plus que l'Inde. Certes, c'est moins que les pays du 'miracle' asiatique (Corée du Sud, Taïwan, Singapour...), et la Chine est plus riche que l'Inde (4500 \$/ habitant en parité de pouvoir d'achat en Chine, près du triple de l'Inde). Mais notons qu'une partie de cet écart s'est creusé dans les vingt dernières années, où la croissance chinoise fut nettement plus forte que celle de l'Inde. Mais les progrès chinois en terme d'espérance de vie se sont construits depuis nettement plus longtemps; sans avoir aucune estime pour le maoïsme, force est de constater que l'espérance de vie (EV) chinoise a quasiment doublé entre 1950 et 1980, pour dépasser les soixante ans ; ce fut avant 1980 que la Chine fit l'essentiel de ses progrès en termes d'espérance de vie (elle avait ainsi 67 ans d'EV selon le Statistical Demographic Yearbook de 1986, estimation réalisées par l'ONU).

Bien mieux encore : en Inde, l'état du Kerala, situé dans le sud-ouest, qui fut momentanément dirigé par le Parti Communiste Indien, a aujourd'hui une espérance de vie, selon Amartya Sen, de 74 ans (contre 62 ou 63 ans pour l'Inde au global); selon les chiffres issus du gouvernement indien, pour 1990-1991, le Kerala avait une espérance de vie de 70 ans, contre 59 pour l'Inde. Pourtant, en 1991, le Kerala avait un revenu par habitant inférieur à la moyenne indienne (CAD pas grand-chose). La méthode? Alphabétisation généralisée au Kerala, hommes comme femmes, et plus d'un tiers du budget de l'état consacré à l'éducation & santé, contre 20-25% dans les autres états.

Intéressons-nous à une question particulière : l'espérance de vie est-elle liée au revenu ?

Une observation simple et globale permet de voir qu'<u>il n'y a pas de corrélation</u> parfaite entre revenu par habitant et EV. Cuba a pratiquement la même espérance de vie que le Chili et pas loin de celle des USA; le Venezuela a une EV de 73 ans, alors que le Brésil, plus riche, se traîne à 70 environ en 2001, chiffre atteint par l'état du Kerala dix ans avant, avec un revenu/habitant très inférieur...

Enfin ce sont les résultats obtenus si l'on prend en compte l'ensemble des états du monde « en développement » . Si maintenant on enlève les petites exceptions que sont Cuba et le Kerala, et qu'on ne regarde que les pays capitalistes, on s'aperçoit qu'il y a quand même une corrélation propre aux états capitalistes. En voici un exemple avec le cas des états d'Amérique latine :



<u>Sur l'axe vertical, l'espérance de vie en années, et horizontalement, le revenu par tête en dollar.</u> J'ai classé les états en fonction de ce qu'ils s'approchent ou non de la courbe de tendance logarithmique : les états en bleu sont ceux qui se situent dans la tendance ou aux alentours.

La tendance est logarithmique, c'est-à-dire que parmi ces états, il semble que plus le revenu est élevé, plus l'EV l'est aussi, mais elle croît de moins en moins au fur et à mesure que le revenu monte.

Le point mauve en bas à gauche représente Haïti, dont la situation économique et sanitaire catastrophique en fait un cas à part. Deux points verts situés nettement en dessous de la tendance, qui représentent le Brésil et la République Dominicaine, sont des pays qui, pour un

niveau de revenu donné, ont une espérance de vie plus faible que ce que font les autres états à revenus comparables. Les points en rouge se situent nettement au-dessus de la tendance, ce qui signifie que pour un niveau de revenu donné (faible dans ces deux cas), ces pays ont une EV supérieure aux autres états aux revenus comparables : ces deux états sont Cuba et le Nicaragua, auxquels on aurait pu ajouter la Jamaïque (l'un des points bleus les plus éloigné de la tendance).

Voyons maintenant le cas des états d'Asie orientale (à l'est de l'Afghanistan) :

La plus grande méfiance doit être de mise pour ce qui est des chiffres nord-coréens. J'ai rajouté un point jaune pour représenter l'état indien du Kerala, qui, avec un revenu égal à la moyenne de l'Inde, a une EV supérieure de plus de dix ans à celle de l'ensemble du pays.

En conclusion, pour la plupart des pays d'Asie et d'Amérique latine, on peut distinguer un groupe de pays, majoritaires, pour lesquels on peut vérifier une corrélation logarithmique entre le revenu et l'espérance de vie. Ces pays sont généralement des pays en développement capitaliste. Notons deux exceptions: le Laos, toujours démocratie populaire, et la Birmanie, état prétendument socialiste. Mais il y a une exception notable pour ce qui est de la Birmanie (Myanmar): ce pays a beau se réclamer du socialisme, les chiffres de l'OMS indiquent cependant que seules 18.5% des dépenses de santé en Birmanie sont publiques, soit moins qu'en Inde (où ce chiffre atteint 20%), au Vietnam (30%) ou en Chine (33%). Bref, la «birmane vers le socialisme» s'accompagne de fort peu d'intervention étatique dans le domaine sanitaire. Mais on distingue dans les deux cas des pays qui s'éloignent de cette corrélation, en faisant pire que les autres (Brésil par exemple), mais d'autres en faisant mieux que la tendance (Cuba, Chine, Kerala). Parmi ces pays, on trouve des états capitalistes (Sri Lanka, ou Jamaïque que nous aurions pu mettre en rouge sur le premier schéma), mais il existe aussi des pays ayant connu une période de planification (Chine, Vietnam, Nicaragua) ou qui y sont toujours (Cuba) et qui ont un système de santé massivement étatisé. Donc, la corrélation entre revenu et EV se vérifie surtout dans le monde capitaliste.

Espérance de vie et revenus

Non seulement il est faux de penser que l'espérance de vie est directement liée au revenu, mais en plus, dans la réalité, l'espérance de vie n'est pas principalement déterminée par la dépense de santé en infrastructure. Le pays qui a la plus forte espérance de vie n'est pas celui qui dépense le plus pour sa santé (cette place revient aux USA, qui n'ont pas la plus haute EV du monde). En fait, les déterminantes de l'espérance de vie concernent l'ensemble du mode de vie d'un individu. La plupart des français ne vont pas à l'hôpital pour être soignés pendant plusieurs années, pas plus que des indiens par exemple, mais cela n'empêche que l'espérance de vie des français et des indiens du même âge reste très différente. En fait,

l'espérance de vie dépend de l'alimentation (régularité et qualité de celleci), du logement (salubrité des locaux), du travail exercé (difficulté du travail accompli), de l'hygiène générale des villes et bâtiments, de l'eau courante, mais aussi largement de l'éducation: un individu illettré peut difficilement se soigner, peut difficilement être informé sur les différentes problèmes évoqués plus haut, et en plus a davantage de chances de pratiquer un métier physique et éprouvant. Il n'est donc pas étonnant que le Kerala ait réussi à accroître de beaucoup son EV en s'appuyant au moins autant sur l'éducation que la santé, et que la Chine des années cinquante ait effectivement réduit sa mortalité par l'hygiénisation des villes. Il ne faut pas aussi oublier le rôle très important de la médecine préventive (sur laquelle Cuba a mis l'accent depuis les années 80). On peut d'ailleurs remarquer que parmi le pays capitaliste d'Asie du Sud qui s'en sort le moins mal pour son EV, en exceptant les pays riches comme Singapour ou Taïwan, et qui est la Thaïlande, a également misé sur cette médecine tout en s'investissant plus que ses voisins dans ses dépenses de santé (publiques à plus de 40%, ce qui est élevé pour un pays d'Asie pauvre).

Mais, ayant exposé ces faits, on s'attend à la réplique des libéraux: si dépenser toujours plus pour la santé n'est pas le meilleur facteur d'accroissement de l'espérance de vie, pourratt-on mettre sur le dos du capitalisme les retards d'EV dans les pays comme l'Inde ou le Brésil? Oui. En effet, tous les déterminants que nous avons cité sont liés à l'action collective, ou étatique si vous préférez. Qui peut assurer des compléments alimentaires et édicter des normes d'hygiène de la nourriture distribuée sinon la collectivité? Qui peut faire rénover les logements des plus nécessiteux, qui peut faire assainir les villes sinon la collectivité (entendez par là l'Etat, la mairie, association de quartier, etc...)? Qui peut promulguer des normes de travail communes sinon la collectivité? Qui peut surtout assurer l'universalité de l'éducation et la prévention sanitaire dans les écoles sinon cette même collectivité? Or c'est cela que peut faire un état progressiste, et même s'il n'est pas très riche.

Et c'est là <u>un des fondements du discours libéral-capitaliste</u>: <u>pour que l'espérance de vie augmente</u>, il faudrait que le revenu progresse; bref, «de progrès social sans progrès économique». <u>Mais en regardant les cas des états indiqués en rouge sur nos graphiques</u>, on s'aperçoit que cette corrélation peut être démentie si les états s'investissent davantage dans la santé (et pas forcément en dépensant le plus possible, mais en agissant sur tous les facteurs sociaux cités plus haut).

Non pas qu'on puisse améliorer l'espérance de vie d'une population sans argent, mais qu'il est possible d'améliorer cette longévité pour moins de revenu que ce qu'utilisent d'autres états, ou alors il serait possible d'améliorer l'espérance de vie dans plusieurs pays sans davantage de revenus.

Le constat est inévitable: la longévité est trop faible par rapport à ce qui aurait pu être obtenu dans des pays comme l'Inde ou le Brésil, et bien d'autres pays en fait. Et ce n'est pas seulement une question de sous-longévité: une population dont l'espérance de vie est trop faible, est une population où la fréquence des décès est trop élevée. Il y a donc surtout une surmortalité dans ces pays du monde capitaliste.

Estimer la surmortalité

Sur le site de l'OMS (www.who.int), on peut télécharger les tables de mortalité des états membres de l'ONU. Ces tableaux donnent, pour chaque classe d'âge, hommes ou femmes, le nombres de décès, l'effectif total de la classe d'âge, le taux de mortalité.

Toute personne qui a fait quelques cours de démographie (c'est mon cas justement) sait que les taux de mortalité globales des populations ne permettent pas forcément la comparaison des états. Pour une raison simple: les populations diffèrent dans leur composition par classe d'âge. Plus un pays compte de jeunes, plus sa mortalité apparaît faible (car les jeunes ont une plus faible mortalité, sauf peut-être les enfants de moins de 1 an). Ainsi, la France a un taux de mortalité supérieur à celui de l'Egypte. Ce qui ne permet pas d'affirmer que la santé des français est plus mauvaise que celle des égyptiens.

La métho

La méthode pour évaluer la surmortalité

Elle consiste à prendre un pays de référence, de retenir les taux de mortalité pour chaque classe d'âge de chaque sexe, et, pour comparer avec un autre état, de faire la différence entre le taux de mortalité des classes correspondantes. Ainsi, je prends le taux de mortalité des garçons de moins de un an au Brésil, moins celui des garçons de moins de un an à Cuba. Pareil pour chaque classe d'âge, et pour les femmes. Ainsi pour chaque classe d'âge j'évalue la surmortalité d'un pays à l'autre en évitant l'effet déformant de la composition par âge des sociétés cubaine et brésiliennes. Ensuite, je multiplie le taux de surmortalité par l'effectif de la classe d'âge dans le pays que je compare à Cuba (si je prends Cuba pour référence).

Prenons un tableau en exemple (avec uniquement la population masculine brésilienne et cubaine de 0 à 50, pour faire court).

| | Brésil | | Cuba | | |
|----------------------------------|--------------------------------|---|--|---|--|
| Classe d'âge (borne minimale) | Effectif de la classe d'âge | Taux de mortalité de la classe d'âge (pour mille) | Taux de mortalité de la classe équivalente (pour mille) | Différence de mortalité Brésil- Cuba (pour mille) | Surmortalité au Brésil (différence de mortalité * effectif de la classe) |
| 0 | 1 655 800 | 40,574 | 7,467 | 33,107 | 54 818 |
| 1 | 6 489 491 | 2,628 | 0,525 | 2,103 | 13 649 |
| 5 | 8 201 031 | 0,445 | 0,339 | 0,105 | 862 |
| 10 | 8 602 694 | 0,549 | 0,342 | 0,207 | 1 780 |
| 15 | 8 802 865 | 1,977 | 0,849 | 1,128 | 9 929 |
| 20 | 8 292 701 | 3,028 | 1,184 | 1,844 | 15 293 |
| 25 | 7 248 023 | 3,470 | 1,438 | 2,033 | 14 734 |
| 30 | 6 730 732 | 3,830 | 1,636 | 2,193 | 14 762 |
| 35 | 6 400 388 | 4,549 | 2,168 | 2,381 | 15 238 |
| 40 | 5 364 112 | 6,120 | 3,071 | 3,049 | 16 353 |
| 45 | 4 428 419 | 8,206 | 4,442 | 3,764 | 16 668 |
| 50 | 3 437 352 | 11,811 | 6,186 | 5,625 | 19 336 |

Sources: OMS, chiffres de 2001.



Lecture de ce tableau: au Brésil, il y a 40 enfants mâles âgés entre 0 et un an qui meurent en 2001, sur mille enfants brésiliens de la même classe d'âge dans la même année. A Cuba, il y en aurait eu 7 pour mille, soit une différence de mortalité au Brésil, relativement à Cuba, de 33 pour mille chez les garçons de 0 à un an. Si le Brésil avait fait les mêmes progrès que Cuba, il pourrait espérer éviter la mort de jusqu'à 33 pour mille de ses garçons nés dans l'année 2001! Sachant que 1 655 800 garçons brésiliens appartenaient à cette classe d'âge cette année-là, ce la fait donc 54 818 décès évitables. Bien sûr, cela ne garantit pas qu'il y aurait eu exactement 54 818 décès évités dans cette classe si le Brésil s'était inspiré de Cuba sur les dernières décennies; cela est un ordre de grandeur.

Certains ne verront là qu'un bricolage statistique; détrompez-vous, ce calcul traduit une réalité: le niveau sanitaire plus bas du Brésil comparé à celui de Cuba se manifeste par la mort évitable de dizaines de milliers (en fait de centaines de milliers) de personnes au Brésil, qui aurait vécu plus longtemps dans un système à la cubaine.

Références et comparaisons

J'ai donc décidé de comparer les chiffres de Cuba à ceux des autres pays de l'Amérique latine, en ne prenant que des états où le revenu par habitant est plus élevé que celui des cubains (ce qui est le cas de tous ces états ou presque, comme la Bolivie).

On peut objecter que Cuba à bénéficié de trente ans de soutien soviétique. Ce qui n'a pas empêché l'économie cubaine d'avoir des résultats médiocres, ce qui fait que Cuba est rapidement passé derrière le Brésil sur le plan du revenu par habitant. Ainsi, les autres états latino-américains comme le Brésil avaient des revenus par tête supérieurs à ceux de Cuba malgré l'aide soviétique, et donc davantage de moyens pour financer leurs programmes de santé. Et à l'inverse, on peut se demander si l'aide américaine aux états capitalistes en développement a servi au développement sanitaire.

Une autre critique, plus importante, pouvant être formulée à l'encontre de la référence à Cuba, est que l'espérance de vie y était déjà élevée avant le début de la révolution castriste, même si celle-ci l'a fait notoirement progresser. Ainsi, l'espérance de vie était à Cuba de plus de 60 ans en 1959 et de 66.8 en 1965-1970 (Statistical Demographic Yearbook, ONU, 1976), contre 60 ans pour le Brésil en 1965-1970. Pourtant, il y avait des états en situation comparable à Cuba en 1960 : par exemple, Trinité et Tobago avait également une EV de plus de 60 ans en 1959-1961; mais elle n'est que de 70 ans en 2001, soit sept ans de moins que Cuba! D'une manière générale, estimer qu'il est « normal » que le Brésil ait un retard de 7 ans d'espérance de vie sur Cuba sous prétexte que ce retard existait déjà en 1960 ne tient pas, pour la simple raison qu'il n'y a pas de vitesse normale d'accroissement de l'espérance de vie. Comme nous le verrons plus bas, l'URSS est passée d'une EV de 35 ans dans les années 20 à près de 70 ans dans les années 60; la Chine est passée de 50 ans en 1970 à plus de 70 aujourd'hui. Autre comparaison :le Kerala, qui est passé des années cinquante à aujourd'hui d'une situation sanitaire comparable à celle de l'Inde dans son ensemble à des chiffres qui aujourd'hui sont nettement plus favorable que ceux du Brésil. Ainsi, rien n'empêche de penser que le Brésil aurait pu adopter un rythme de progression plus élevé que celui qui fut le sien, et réduire l'écart avec Cuba.

Pour l'Asie, on peut noter le cas de la Chine, ainsi que celui du sous-continent indien :

en Inde, Pakistan ou Bangladesh, l'espérance de vie est à peine supérieure
à 60 ans. Peu surprenant, nous dira-t-on, étant donné la faiblesse du revenu

par habitant (1600\$/habitant/an en parité de pouvoir d'achat en Inde, pareil au

Bangladesh, plus de 2000\$ au Pakistan). Cependant, cela n'excuse pas tout comme

on vient de le voir : l'état du Kerala, moins riche que la moyenne, est

parvenu à des résultats supérieurs à ceux de la Chine! Cependant, ne possédant

pas les tables de la mortalité au Kerala, seulement les chiffres de la mortalité infantile, je ne

peux pas comparer l'Inde et le Kerala, mais l'Inde et la Chine. Et petit rappel historique :

l'Inde, contrairement à la Chine, n'a pas connu deux décennies de guerre civile entre les

années 20 et 1949, une invasion japonaise, et la famine de 1960. Et, de plus, l'Inde a

« bénéficié »de l'administration pendant deux siècles d'une des nations occidentales les plus

avancées techniquement, le Royaume-Uni. Le corps médical indien formé à l'époque

britannique est insuffisant; dans la seconde moitié des années 50, la Chine, avant la famine

maoïste, a une mortalité de 11 pour mille (chiffre rapporté par l'économiste indienne Utsa

Patnaik), et l'Inde ... 24 pour mille. La composition par âge des deux pays était assez peu différente (démographie semblable avec natalité élevée). Notons que 82% des dépenses de santé indiennes sont privées en 2001, contre 65% en Chine, et 17% seulement à Cuba... La santé en Inde ne semble donc pas tellement « étouffée par l'étatisme » ou en tout cas moins que celle de la Chine ou du Kerala...

Pour ce qui est des pays du « miracle asiatique » (Corée du Sud, Thaïlande, Malaisie) ou ceux qui s'accrochent au train (Philippines, Indonésie...) on fera la comparaison avec Cuba ou avec le Kerala pour la mortalité infantile. Dans le cas de Cuba, ces pays ont dépassé depuis longtemps le niveau du revenu par habitant à Cuba, à part l'Indonésie. Mais tous sont bien audessus du Kerala.



Pour la comparaison entre Cuba et le Brésil, le bilan est éloquent : l'EV brésilienne est de huit ans inférieure à celle de Cuba (dix ans entre les hommes cubains et brésiliens). Si chaque classe d'âge brésilienne avait une mortalité égale à celle de Cuba, c'est 466.000 décès qui seraient évités chaque année. Pour le Mexique, on trouve 50.000 (pour un pays de cent millions d'habitants, c'est relativement faible, et montre que le Mexique n'a pas une si mauvaise situation par rapport à Cuba); pour la Colombie et le Pérou, 60.000 chacun.

Pour l'ensemble de l'Amérique latine, cet écart est de 750.000 décès par rapport aux taux de mortalité cubains. Bien sûr, ce ne sont que des ordres de grandeur; les taux de mortalité d'un pays à un autre ne peuvent être égaux. Mais la différence est trop grande, d'autant que les revenus des pays en question permettent de financer les mêmes soins qu'à Cuba, voire nettement plus.

Il ne faut pas se faire abuser : si les chiffres du Brésil semblent si impressionnants, cela ne signifie pas que le Brésil soit une exception ; si l'on ramène les chiffres à la population des états, le Brésil apparaît comme une situation quasiment « normale ».

Asie du Sud

Pour ce qui est de l'Asie, la comparaison entre Cuba et l'Indonésie (revenu/ habitant comparables) donne un surdécès indonésien de plus de 800.000 personnes (rappel : tous les chiffres donnés concernent la seule année 2001). Connaissant les difficultés d'étendre les soins dans un archipel aussi vaste que l'Indonésie, le chiffre de 800.000 doit être considéré comme un ordre de grandeur maximal des décès évitables. Mais n'oublions pas que le Kerala a obtenu une espérance de vie de huit-neuf ans supérieure à celle de l'Indonésie avec un revenu inférieur. En comparant la mortalité infantile keralienne (17 pour mille en 1991, et certainement moins depuis) et indonésienne (en 2001), on trouve un surdécès indonésien de 110.000 enfants. En réalité, si on considère que la référence à Cuba est trop disporportionnée pour des pays comme les Philippines et l'Indonésie, on peut essayer avec la Chine: en 2001, on trouve une surmortalité de 490.000 personnes en Indonésie et de 87.000 aux Philippines.

Passons au cas de l'Inde. Pour l'Inde c'est surtout l'exemple du Kerala qui est impressionnant; en comparant les mortalités infantiles de l'Inde et du Kerala, on trouve un million de décès évitables au moins. Comme je n'ai pas de données sur les autres classes d'âge au Kerala, et que pour comparer avec la Chine il faut tenir compte de l'écart de revenu entre les deux pays, je suggère de comparer uniquement les taux de mortalité des enfants de moins de 10 ans, entre les états du sous-continent indien et les chiffres chinois, en supposant que les efforts supplémentaires que ces pays auraient pu dégager pour la santé de leurs habitants auraient pu porter surtout sur les moins de 10 ans. La surmortalité entre la Chine et l'Inde pour ces classe d'âge est de 1.5 million en 2001; deux millions si l'on compte le Pakistan et le Bangladesh.

Afrique du Sud

Et l'Afrique ? J'ai préféré ne pas étendre ces comparaisons aux pays d'Afrique noire, en raison de la faiblesse des ressources qui s'offrent aux états et surtout de l'instabilité politique (pensons surtout au Congo, à l'Ethiopie, le Nigeria...). Seul un état semble pouvoir économiquement supporter la comparaison : l'Afrique du Sud, dont le revenu par habitant est de plus de 7500\$/an en parité de pouvoir d'achat en 2001, soit beaucoup plus que Cuba. Mais cette moyenne recouvre les inégalités ethniques que l'on sait. Le constat est désolant : si l'on compare à Cuba, la surmortalité sud-africaine est de près de 500.000 personnes. Même si l'on trouve la référence à Cuba trop forte, on peut toujours songer qu'aux Seychelles et au Cap-Vert (ex-«enfer marxiste »), l'espérance de vie est selon l'OMS bien plus élevée (un peu moins de 70 ans contre moins de 50 en Afrique du Sud en 2001 !), et ce avec nettement moins de moyens.

Quand bien même on considérerait que ces états n'auraient pu rattraper qu'une partie de leur retard sur cuba ou le Kerala, en considérant par exemple que l'Inde aurait pu suivre les chiffres chinois (nettement dépassés par le Kerala), on peut penser qu'il y a eu au Brésil, Inde, Indonésie, Afrique du Sud (et combien d'autres états) et la différence de mortalité juvénile sino-indienne, amène à penser que trois millions de décès en estimation basse furent évitables en 2001. Si l'on prenait exemple sur Cuba, les chiffres seraient nettement plus élevés.

► Commentaires

Un majorité de ces décès sont des décès d'enfants. Cependant, il ne faut pas penser que si tous les pays en question avaient appliqué la même politique de santé que Cuba ou la Chine, les décès auraient été moins nombreux. Je rappelle que plus un pays a une population âgée du fait de la faible mortalité des jeunes, plus sa mortalité globale est modifiée à la hausse. Donc, sur des décennies de réduction de la mortalité, les jeunes épargnés seraient morts quelques années ou décennies plus tard. Donc l'accroissement de l'EV n'aurait pas réduit la mortalité mondiale de trois millions d'unités par an, mais aurait fait que ceux qui seraient morts aujourd'hui auraient eu droit à une vie complète ou presque au lieu de mourir jeunes.

Autre question : une bonne part de cette surmortalité est infantile. On me dira : « si on réduit la mortalité infantile, les gens feront moins d'enfants, sinon c'est la surpopulation ; donc on n'aura sauvé la vie de personne ». Argument contestable : la natalité régresse certes si on réduit la mortalité, mais elle régresse avec un temps de retard dans la plupart des états, d'où une période de fort accroissement de population.

Mais, question cruciale : peut-on extrapoler la surmortalité de 2001 sur des décennies ? L'EV et la mortalité d'une population sont des variables qui bougent dans le temps, mais pas de façon très rapide. Si trois millions de décès sont évitables en 2001, il y a fort à parier que de par le monde capitaliste, les années précédentes et suivantes sont comparables.

Autre fait : j'ai mentionné qu'en 1957, en Chine, avant la grande famine, le taux de mortalité est de 11 pour mille, soit deux fois moins que l'Inde. L'Inde compte alors environ 400 millions d'habitants. Avec une surmortalité globale d'environ dix millièmes, pour une composition par âge comparable, cela peut faire jusqu'à 4 millions de surdécès en Inde, ce qui met directement en cause l'héritage sanitaire de la colonisation britannique.

En 2001, la mortalité globale chinoise est de 9.7 pour mille, contre 6.7 pour 1000 en Inde, alors que l'Inde a une population plus jeune que celle de la Chine, ce qui devrait pousser à la baisse sa mortalité...La différence de mortalité Inde/Chine est de trois millions au moins.

Les gouvernements indiens, entre les années 50 et 2000, ont certainement fait des efforts pour réduire l'écart de mortalité par rapport à la Chine, ce qui s'est fait. Mais <u>l'Inde avaitelle les moyens de faire plus ? C'est probable : si des centaines de millions d'indiens vivent dans la misère, l'Inde compte une classe moyenne en expansion de plus de cent millions de personnes, dont le niveau de vie se rapproche de celui des occidentaux (comme c'est aussi le cas de 200 millions de chinois aujourd'hui au moins) et qui pourraient financer l'effort de santé, d'éducation, d'hygiénisation, de prévention, etc... Et le tout est confirmé par l'exemple du Kerala.</u>

<u>Une surmortalité concernant l'ensemble du monde capitaliste en développement, et touchant annuellement au moins trois millions de personnes au moins, sur les quatre à cinq dernières décennies (sans compter les progrès qui auraient pu être faits avant) est un fait probable. Ceci amènerait à montrer que plus de cent millions de décès (peut-être le double) évitables se sont produits dans le monde capitaliste 'en développement', et ceci uniquement par comparaison avec Cuba ou la Chine. On ne pourra pas sortir que les états comme le Brésil ou l'Afrique du Sud ou l'Inde ne sont « pas assez libéraux », ils peuvent difficilement l'avoir moins été que Cuba, la Chine avant 1980 ou l'URSS avant 1964.</u>

Certains diront : « mais peut-on comparer des états et des populations aux coutumes, climats et habitudes différents ? ». Sauf que l'on raisonne ici sur l'espérance de vie, soit un indicateur dont une modification nette prend des années voire des décennies, et nous parlons justement sur des décennies. Les gouvernements capitalistes en question n'ont pas l'excuse de la « conjoncture » ni les « facteurs locaux » pour justifier les conditions de vie de leurs populations ; sur plusieurs décennies, si des problèmes structurels se posent, une adaptation est possible. Le Kerala est justement là pour témoigner de la nullité du facteur religieux: a population est à 60% hindoue, 20% chrétienne et 20% musulmane alors que le progrès sanitaire est généralisé.

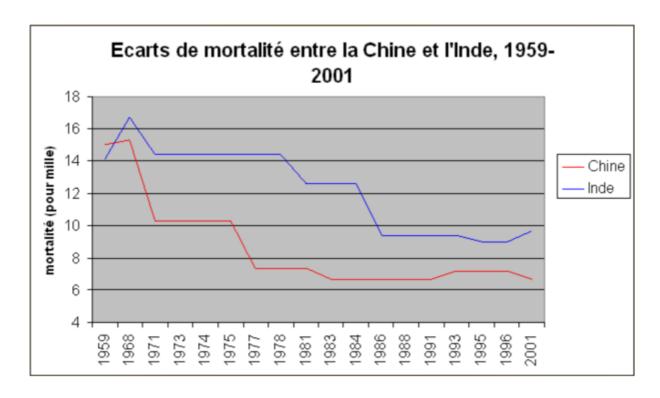
Le fait que l'espérance de vie ait progressé sur les dernières décennies dans l'ensemble du monde ne peut cacher qu'il y a bien un retard global comparé à ce que de petits états pas spécialement riches ont pu faire. L'incurie est particulièrement flagrante pour des pays comme l'Inde (deux cent ans de gestion britannique) ou des pays disposant nettement des moyens financiers pour réaliser plus de progrès, mais qui ne le firent pas en raison de sociétés fondamentalement inégalitaires (Brésil, Afrique du Sud). Là encore, le Kerala, qui a toujours été plus pauvre que le Brésil ou l'Afrique du Sud depuis 50 ans, a fait bien mieux en partant de pire.

Notons aussi que, même si la Colombie est partiellement une exception, la plupart des états capitalistes étudiés n'ont pas connus de grande guerre sur leur territoire depuis 1950. L'Inde, le Pakistan et le Bangladesh ont été en guerre au début des années 70, mais ça ne peut expliquer la situation globale. Ils ont même souvent eu des gouvernements élus, dont le bilan sanitaire n'est pas forcément meilleur que celui des dictatures (c'est un constat, pas une promo des dictatures).

Autre commentaires: la faiblesse de l'espérance de vie au Brésil et en Afrique du Sud comme en Inde cache des inégalités sociales: les ouvriers, paysans sont exploités d'une manière ou d'une autre (par le mécanisme de la plus-value pour les salariés ou par des revenus agricoles bas et une structure foncière inégalitaire). Ce n'est pas pour rien dans l'inégalité de l'accès au soins.

La comparaison Chine-Inde: près de cent millions de décès évitables depuis 40 ans

J'ai écrit plus haut que probablement cent millions de décès auraient pu être évités ou reportés dans les cinquante dernières années. En lisant cela, vous vous serez sans doute dit : « il exagère, il est dans son petit délire anticapitaliste... ». Et bien non ; Reportons nous aux séries de chiffres publiés par les Statistical Demographic Yearbook de l'ONU depuis 1976, avec des chiffres portant sur la Chine et l'Inde depuis les année soixante.



Source : Statistical Demographic Yearbook, éditions 1971 à 1996 et OMS.

Ce tableau montre clairement l'écart persistant de mortalité entre Chine et Inde ; mais encore faut-il noter qu'il s'agit ici de mortalité globale, qui est donc biaisée par la structure par âge ; hors l'Inde est un pays qui fut, sur les quarante dernières années, globalement plus jeune que la Chine, du fait d'une espérance de vie plus faible et d'une natalité plus haute. Ainsi, pour les chiffres de 2001, il y a un écart de trois millièmes entre le taux de mortalité global de la Chine et celui de l'Inde, ce qui équivaudrait à trois millions de décès en moins en Inde si le taux de mortalité y était le même qu'en Chine. Mais, en comparant les tables de mortalité de 2001, ce n'est pas trois mais quatre millions de décès que l'Inde éviterait si elle avait les mêmes chiffres que la Chine.

Calculons maintenant les différences de mortalité entre la Chine et l'Inde sur les quarante dernières années :

| Période | Mortalité en Inde (pour mille) | Mortalité en Chine (pour mille) | Différence de mortalité (mortalité Inde-mortalité Chine) (pour mille) | Population moyenne de l'Inde sur la période (en millions) | Surmortalité en Inde par an (millions) | Surmortalité en Inde sur la période | Total du surdécès indien (1960-2001, millions) |
|-----------|--------------------------------------|---------------------------------------|--|---|--|---|--|
| 1965-1970 | 16,7 | 15,3 | 1,4 | 510 | 0,71 | 3,55 | |
| 1970-1975 | 14,4 | 10,3 | 4,1 | 568 | 2,33 | 11,64 | |
| 1975-1980 | 13,5 | 7,4 | 6,1 | 638 | 3,89 | 19,46 | |
| 1980-1985 | 12,6 | 6,7 | 5,9 | 712 | 4,20 | 21 | |
| 1985-1990 | 9,4 | 6,7 | 2,7 | 750 | 2,03 | 10,13 | |
| 1990-1995 | 9 | 7,2 | 1,8 | 800 | 1,44 | 7,2 | |
| 1995-2000 | 9,5 | 7 | 2,5 | 900 | 2,25 | 11,25 | 84,25 |



Source: Statistical Demographic Yearbook, éditions 1971 à 1996 et OMS.

L'Inde a donc accumulé, hormis pour les années soixante qui virent des taux de mortalité élevés en Chine (Famine du Grand Bond notamment), des écarts de mortalité notables, atteignant six pour mille entre 1975 et 1985 ; pour ce qui est de la période actuelle, l'écart de mortalité semble n'être que de deux pour mille, mais en tenant compte de la différence de la structure d'âge (et la Chine connaît un vieillissement rapide de sa population, ce qui accroît d'autant sa mortalité globale), on sait que l'on pourrait aller jusqu'à doubler le nombre de surdécès en Inde par rapport à la Chine dans les années quatre-vingt dix. <u>Mais le</u> bilan de ces quarante années est éloquent : quatre-vingt millions de décès évitables en Inde.

deux réponses : 1) le colonisateur britannique n'a pas l'air d'avoir fait de son mieux pour laisser un héritage correct à l'Inde comparé à la Chine pourtant nettement plus chahutée par l'Histoire ; 2) si l'Inde avait évolué au rythme du Kerala, ses chiffres seraient mêmes meilleurs que ceux de Chine. A titre d'exemple, le taux de mortalité infantile dans les zones rurales du Kerala était de 120 pour mille dans les années 50 (Rural Annual reports du Kerala, 1980 et 1988), soit des chiffres comparables à ceux de l'Inde à la même période : en 1991, ce taux dans les campagnes du Kerala était de 17 pour mille, moins qu'en Chine et quatre fois moins que pour l'Inde dans son ensemble. La période de plus forte surmortalité semble avoir été celle qui s'écoule depuis 1975 jusqu'à ... aujourd'hui. Cette période commence trente ans après l'indépendance de l'Inde, d'où l'idée qu'un effort du gouvernement indien aurait été possible.

Mais n'oublions surtout pas qu'à côté de l'Inde, il y a aussi le Pakistan et le Bangladesh, dont les populations sont, réunies, le quart de celle de l'Inde, et dans un état sanitaire malheureusement comparable!

Alors oui, cent millions (ou plus...) de décès qui auraient pu être évités en Asie capitaliste depuis quarante ans, c'est possible, et ce sans compter des millions d'autres dans le reste du monde (Amérique latine et Afrique du Sud par exemple).

Annexe:

LA SURMORTALITE EN URSS ET DANS LES PAYS DE L'EST

On me posera la question : pourquoi parler de Cuba, de la Chine, et pas des autres pays d'économie planifiée ? Prenons le cas du Vietnam : l'espérance de vie est inférieure à 70 ans en 2001, mais n'oublions pas qu'après plusieurs guerres longues et très dures, le gouvernement vietnamien en est encore au début des années 80 à essayer d'éviter la famine. Non pas que les résultats sanitaires du Vietnam doivent être exemptés de toute critique pour autant, loin de là ; mais relativement aux autres pays de la même région, la performance n'est pas si mauvaise. Si l'on considère qu'il y a surmortalité au Vietnam aujourd'hui, alors la surmortalité existe aussi aux Philippines, en Indonésie, peut-être pas en Thaïlande, mais assurément dans le sous-continent, et ce dans des proportions plus grandes que celles que nous avions retenues (puisque nous avions comparé les chiffres de l'Inde avec ceux de la Chine et du Vietnam).

Un autre cas est celui de la Corée du Nord. On peut directement comparer ce pays à sa voisine sudiste. La RPDC se traîne depuis plusieurs décennies (depuis les années 1970 d'après les données que je possède) à près de cinq années de retard sur la Corée du Sud en termes d'espérance de vie. En comparant les chiffres des tables de mortalité entre les deux pays, on trouve une surmortalité en 2001 de près de 80 000 personnes en Corée du Nord par rapport à la Corée du Sud. Mais encore faut-il croire les chiffres nord-coréens. Depuis 50 ans, la RPDC a certainement accumulé chaque année en moyenne des dizaines de milliers de « surdécès », mais il ne faut pas oublier que l'écart s'est creusé jusqu'à aujourd'hui (il était donc moins grand sur les premières décennies) et que la population nord-coréenne était deux fois moins élevée il y a cinquante ans. Il y a donc probablement eu plusieurs millions de décès évitables en Corée du Nord.

Parlons maintenant de l'Europe de l'Est et de l'URSS. Au début des années 70, les chiffres de l'espérance de vie témoignent encore d'un grand progrès, surtout en URSS, par rapport au début du siècle. L'espérance de vie au début du XXème siècle dans l'empire russe est d'une trentaine d'année; elle est rabaissée à un peu plus de vingt ans au début des années 20; elle arrive jusqu'à 69 ans en 1964 (source: A. Blum, « Naître, vivre et mourir en URSS », Payot 2004). Même si on peut redouter un sous-enregistrement de la mortalité, le progrès est quand même phénoménal: au milieu des années 60, l'EV en URSS n'est qu'à quelques années derrière celle des français, alors que la différence entre français et habitants de l'empire russe au début du siècle était de vingt ans. Dans les autres pays, l'espérance de vie s'inscrit dans la marge des soixante-cinq à soixante-dix ans, avec des cas variables: au début des années 70, la RDA talonne sa jumelle occidentale en termes d'espérance de vie, et va même jusqu'à la devancer temporairement pour ce qui est de la mortalité infantile. Les pays méridionaux comme la Yougoslavie et la Roumanie ont des performances plus basses, un peu au-dessus des 66 ans.

Puis, en URSS comme dans la plupart des « démocraties populaires », l'EV stagne puis régresse. A partir de quand peut-on dater cette régression? Cela est très variable selon le pays, ce qui montre que le phénomène est là encore dû à des décisions différentes des gouvernements : en RDA, l'espérance de vie continue à augmenter entre 1970 et 1990, mais

à un rythme plus faible par rapport à la RFA, ce qui lui fait prendre deux à trois ans de retard en longévité par rapport à sa voisine de l'Ouest. D'autre pays comme la Hongrie, la Tchécoslovaquie, la Pologne, la Roumanie, voient leur EV stagner ou légèrement régresser. En URSS, elle diminue, de un an par décennie entre 1970 et 1990, revenant de 69 ans à 67 ans.

Au début des années 70, les pays du bloc de l'Est avaient des résultats proches de ceux d'un pays un peu moins développé que la France ou l'Italie, par exemple le Portugal. Aujourd'hui il y a plus d'une dizaine d'années d'écart entre la longévité des portugais et celle des ex-soviétiques. Si l'on prend la référence Portugal-URSS, ou encore RFA-RDA, qui semblent assez honnêtes, on observe incontestablement une surmortalité entre 1970 et 1990 dans le bloc soviétique : combien a-t-elle fait de morts ? Anatoli Vichnevski, l'auteur de « La faucille et le rouble » estime que sur la période 1975-1985, si l'on rapporte les statistiques soviétiques à celles du Royaume-Uni ou de la France, le nombre de sur décès parmi les hommes de 20 à 50 ans est de 1,6 million, les décès de cette tranche d'âge représentant un tiers environ des décès masculins en Russie ; mais nous l'avons vu, l'URSS n'avait de toute façon jamais atteint le niveau de la France ou de la Grande-Bretagne; d'autre part, on ne sait pas à combien se monte la surmortalité parmi les plus de cinquante ans et les moins de vingt ans, et la surmortalité féminine est probablement plus faible. Autre indice : en 2001, en calculant la surmortalité dans l'ensemble des républiques de l'ex-URSS par rapport aux chiffres du Portugal ou de la Grèce, on trouvait une surmortalité de deux millions de personnes par an. Mais l'on sait qu'entre 1991 et 2001, l'espérance de vie en ex-URSS a reculé d'entre deux et trois ans, pendant que s'accroissait l'EV dans les pays occidentaux, d'où un quasi-doublement de l'écart entre républiques ex-soviétiques et états occidentaux. Donc il y avait une surmortalité en URSS en 1991, mais nettement inférieure à deux millions de personnes par an relativement aux pays occidentaux cités, mais frappant annuellement des centaines de milliers de personnes, probablement un million ou plus, à la fin de l'URSS. Sur quinze à vingt ans de surmortalité du bloc soviétique, il ne serait pas surprenant que plus de dix millions, voire le double, de décès auraient pu être évités entre 1970 et 1990 si les progrès médicaux avaient pu être maintenus. Pour englober le cas des « démocraties/ républiques populaires » d'Europe centrale, on peut rester à la même tranche, vu que l'estimation de vingt millions de surdécès reste une hypothèse haute pour la seule URSS entre 1970 et 1990.

La faute à qui ? L'économie planifiée en tant que système ne peut être tenue pour responsable d'avoir défait les progrès qu'elle avait elle-même permis de 1920 à 1964, alors que le pays connaît deux fois la guerre sur son territoire, deux famines, et qu'après chaque guerre le pays doit reconstruire son appareil sanitaire. Les choix politiques du régime brejnévien (avec notamment l'extension du vampirique secteur de la défense, gobant le cinquième du revenu national, alors que l'entretien des structures sanitaires est délaissé), l'absence de lutte à long terme contre l'alcoolisme (non ce n'est pas un cliché dans le cas de l'URSS) expliquent davantage ce gâchis. Un facteur mentionné par les démographes est que pour faire passer l'espérance de vie à plus de soixante-dix ans, il ne suffit plus de pratiquer la vaccination en masse et de multiplier les hôpitaux ; il fallait encore pratiquer l'information, modifier les habitudes de vie, lutter contre l'alcoolisme par exemple. Mais l'absence de ces politiques, décriée dès l'époque de Staline, n'a visiblement pas été une généralité dans les autres états du Bloc de l'Est. A l'inverse, Cuba et la Chine continueront leurs progrès. La période 1991-2001 verra une régression plus rapide encore de l'espérance de vie en Russie.

La période 1990-2001, au niveau de l'évolution de la longévité, se manifeste par trois période : la période de1990 à 1994, où l'espérance de vie chute en quelques années ; celle de 1994 à 1997, où elle remonte à des niveaux un peu inférieurs à ceux de l'URSS en 1989 ; puis après 1997, où elle replonge pour toucher en 2001 le même fond que celui atteint en 1994. Si

l'on lit A. Blum (ouvrage cité plus haut), la cause de la chute de la longévité en ex-URSS au cours des premières années des années quatre-vingt-dix est la même que celle qui a prévalu vingt ans auparavant, à savoir la dégradation des structures sanitaires et l'absence de prévention/ mobilisation des citoyens pour améliorer leur propre état de santé. De plus, le plan anti-alcoolisme lancé par Gorbatchev en 1986-1987, qui avait eu des effets temporairement bénéfiques sur l'espérance de vie et la mortalité, n'a au final fait que repousser la date de décès de plusieurs centaines de milliers de personnes qui moururent au début des années quatre-vingt-dix. Mais il ne faut pas se faire abuser par ces propos : comme nous venons de le voir, il y a deux effondrements de l'espérance de vie en URSS dans les années 90 : au début, suivi d'un redressement entre 1994 et 1997, puis un autre comparable au premier au moment de la crise de 1997-1998 et qui se poursuit jusqu'en 2001 –d'après les chiffres disponibles. Ainsi, dix ans après la chute de l'URSS, la Russie se retrouve au même niveau qu'en 1994, soit avec une espérance de vie 3,5 ans inférieure pour les hommes à ce qu'elle était à la fin des années 80, et deux ans inférieure pour les femmes. Pendant les années 1970-1990, l'espérance de vie avait régressé de un an par décennie, avec un bref sursaut dans la deuxième moitié des années 80. Mais c'est une perte de près de trois ans qui est encaissée dans la dernière décennie du siècle, et qui se recrée en grande partie à la fin de cette décennie (il est à noter, que selon A. Vichnevski, op. cit., l'espérance de vie en URSS aurait bien régressé de deux ans pour les hommes en 1970-1990, mais avec une baisse plus forte à la fin des années soixante-dix, mais partiellement compensée dans les années 80). On peut tirer deux constats : 1) la relance de l'espérance de vie en URSS à la fin des années 80 et la baisse continue de la mortalité infantile, bien qu'élevée par rapport à l'Occident, montrent que l'effondrement sanitaire de l'ex-URSS qui suivit n'était pas inéluctable; par comparaison, Cuba a maintenu son espérance de vie pendant les années 90 malgré sa débâcle économique. 2) la décennie du passage au capitalisme a incontestablement fait reprendre et accélérer la baisse de l'espérance de vie.

A quelques années derrière la France en 1970, l'URSS était à huit ans de retard en 1990, et près de 15 en 2001 (toujours selon l'OMS). Selon le PNUD, la surmortalité dans les ex-états planifiés a fauché deux millions de personnes dans les années quatre-vingt-dix au moins. Ce déclin n'était pas inévitable. Y voir « l'héritage de la folie du communisme » est une supercherie. L'évolution de la longévité en Russie post-soviétique, où les phases d'effondrement suivent les phases de redressement. montre qu'il y a bel et bien responsabilité des gouvernements de la toute nouvelle Russie capitaliste.

Dernière chose à signaler : d'après les chiffres de l'accroissement (ou plutôt de la décroissance) naturel donnés par l'OMS pour la période 1991-2001, la Russie et l'Ukraine ont respectivement perdu six et trois millions et demi d'habitants du fait de la surmortalité et de la dénatalité en dix ans.



Pour finir...

Bien sûr, il ne s'agit là que d'estimations ; une véritable étude nécessiterait de relever l'évolution des revenus par habitant dans chacun de ces pays, le suivi des politiques sanitaires, le rythme et la régularité de la progression de l'EV, les causes de décès, l'influence des aides des « superpuissances » (USA/ URSS)... Mais malgré le progrès généralisé de l'EV dans de nombreux pays du monde, la situation de la plupart des grands pays capitalistes semble nettement préoccupante.

CONCLUSION

Pour construire le capitalisme au cours des cinq derniers siècles, il a fallu, pour étendre l'économie marchande, éradiquer et déporter des peuples entiers qui n'avait pas atteint ce niveau de « civilisation » ; pour les remplacer, le capitalisme au sens strict (propriété privée, revenu du capital...) fut essayé, non sur des cobayes mais des humains, transportés par millions d'un bout à l'autre de l'océan; on continua la tâche en envahissant le reste de Tierra Incognita, nombreuses exactions à l'appui, colonies sur lesquelles on put appliquer les théories qui refont fureur aujourd'hui, comme quoi trop aider les pauvres entraîne fatalement des « effets pervers », et l'on laissa mourir de faim des millions de colonisés en Inde et en Irlande (en Algérie française aussi...). Lorsque ce système arriva à sa maturité et que les classes capitalistes locales prirent la place des anciennes autorités coloniales, on fit de « grands progrès » en termes d'espérance de vie, que tout auteur de droite saluera, en oubliant que l'efficacité du capitalisme à accroître la longévité est comparable à l'efficacité des économies soviétiques à accroître la production et sa qualité. Le monde capitaliste « en développement » accumule les années d'espérance de vie en retard sur ce qu'il aurait objectivement pu atteindre. Des millions de gens (trois, cinq millions?) le paient chaque année.

Beau bilan, n'est-ce pas ?

Oui, c'est bien celui-là, le « seul système qui marche », le seul système qui puisse exister dans le « monde réel ». Oui, c'est celui-là, ce système qui répond aux « aspirations naturelles » de l'être humain à « la propriété privée, la liberté des échanges », où l'inégalité est un « mal nécessaire ».

Oui, mais ça ou le stalinisme-maoïsme, me direz-vous ... petites comparaisons :

| Bilan macabre du monde « communiste » | Bilan macabre du monde capitaliste | | | |
|---|---|--|--|--|
| Famines (de 37 à 60 millions): URSS 1921: une partie des 5 à 6 millions de morts URSS 1931-1947: 6 à 8 millions de morts, Chine 1959-1961: 23 à 43 millions; Ethiopie 1984: 0.6 à 1 million RPDC 1995: 2 à 4 millions Cambodge: 1 million | Famines (de 11 à 30 millions): • Irlande 1847 : 1 million de morts • Inde 1876 à 1902 : une partie des 10 à 29 millions de morts | | | |
| Déportations (15 à plus de 20 millions): URSS: 4 à 6 millions de morts Chine: 10 à 15 millions Autres: plusieurs centaines de milliers | Esclavage (de 12 à 30 millions ou plus) • Traite XV lème-XIX ème: 12 à 30 millions de morts pour 12 millions de déportés | | | |
| Exécutions (12 à plus de 20 millions): URSS: 2 à 7 millions Chine: 8 à 12 millions Autres: plusieurs centaines de milliers Cambodge: 1 million Guerres (3 à plus de 5 millions): Intervention soviétique en Afghanistan: 1.5 millions Guerre de Corée: 1.5 à 4 millions | Crimes coloniaux (au moins plusieurs millions): Destruction des amérindiens: une minorité des 15 à plus de 40 millions de morts Génocide congolais: 3 à 10 millions de morts Guerres (au moins 10 millions) Guerre antibolchevique 1918-1920: 8 à 9 millions Intervention US au Vietnam, guerres civiles en Angola, Mozambique: plusieurs centaines de milliers Guerres coloniales françaises 1945-1962: huit cent mille à deux millions de morts; | | | |
| Surmortalité (12 à plus de 20 millions): • URSS - Europe de l'Est 1975- 1990 : 10 à 20 millions • RPDC : 2 millions? | Surmortalité (100 millions ou plus) Inde, Pakistan, Bangladesh depuis 1970 : 100 millions probablement Amérique latine, Afrique du Sud : millions? Ex-URSS et Europe de l'Est depuis 1990 : au moins 2 millions. PHENOMENE EN COURS! | | | |
| Total : 80 à plus de 130 millions | Total : 135 à plus de 180 millions (en 2001) et plusieurs millions de plus chaque année | | | |

• Étonnant, non ? J'exagère ? Pourtant tout est expliqué dans les pages précédentes.

Oui, la destruction des amérindiens permet la construction du capitalisme colonial puis postcolonial; oui, la Traite est en soi un commerce capitaliste. Certes, le génocide congolais ressort d'une gestion aberrante d'une propriété en soi aberrante, la propriété d'un pays par un seul homme (mais nos amis anticommunistes n'ont-ils pas fait du génocide khmer, tout aussi aberrant par rapport aux principes de la planification, un crime « communiste » ?); certes, les famines de l'Inde et de l'Irlande britanniques sont originellement naturelles, et une partie seulement des 10 à 30 millions de victimes auraient pu être sauvées. Ceci dit, nous oublions ici les autres ravages de la conquête coloniale, ceux de la conquête de l'Afrique noire, de l'Algérie française, l'écrasement de la révolte des Cipayes...Que le colonialisme eut ou non un effet positif à court terme pour les revenus des pays colonisateurs, que les colonies aient « coûté » ou « rapporté » n'est pas le vrai problème ; l'essentiel est que les colonies aient permis la transformation d'une économie archaïque ou féodale en une économie de grande

propriété privée et de salariat insérée dans une économie mondialisée. Le colonialisme est le géniteur puis le bras armé du capitalisme ; les guerres coloniales, dont les plus violentes ont été commises par la France, sont les conséquences finales de cet enfantement.

Certes, on pourra me reprocher la même chose que ce que je reproche aux anticommunistes, à savoir de fusionner dans un seul grand compte tous les méfaits des différentes époques du capitalisme, tout comme les anticommunistes rassemblent tous les régimes dits communistes en un seul... C'est une manière de leur répondre sur leur terrain, et de faire réfléchir les adeptes du « communisme = 100 millions de morts »; regardez bien dans vos placards... Mais aussi, si l'on voulait diviser les méfaits du capitalisme entre les différents régimes qui les ont commis, on tomberait d'abord sur le fait que dans beaucoup de cas, ce sont des agents privés qui les ont commis (négriers, colons...) où qu'ils résultent d'un « modèle social » du capitalisme qui survit à tous les gouvernements. Car on approche la vraie différence entre les crimes « communistes » et les crimes du capitalisme (sans guillemets j'y tiens): les crimes du capitalisme sont dus au système même.

Pas de grand 1

Pas de grand méchant capitaliste?

On entend d'ici une réplique immédiate des pro-capitalistes : contrairement au monde « communiste », qui peut aligner les bouchers de masse que furent Staline et Mao, le monde capitaliste n'a pas de grand tueur, pas de grand dictateur avec des dizaines de millions de morts à son actif. Ce qui signifierait selon eux qu'il n'y pas eu de « préméditation » ou de planification du crime. En réalité cet argumentaire doit être retourné contre eux. En effet, il n'est pas possible d'imputer la majorité des victimes d'un des grands crimes capitalistes cités à un seul homme. Mais cela montre justement que si le crime s'est produit, parfois sur des siècles comme la Traite ou le génocide amérindien, c'est que le crime relève d'une logique de fond du colonialisme/ capitalisme. Si Staline ou Mao avaient été remplacés par d'autres dirigeants du même parti, la mort de dizaines de millions de personnes aurait pu être évitée sans pour autant renoncer à la collectivisation et la planification. A l'inverse, changer un roi européen, un gouverneur, un armateur ou un négrier n'aurait rien changé ou presque à la dépopulation des Amériques ou à la déportation des noirs. De toute façon ces crimes ont largement dépassé en longueur une vie d'homme. A l'inverse, enlever la Traite et empêcher la pénétration européenne en terre indienne aurait largement repoussé le développement du capitalisme. Comme nous l'avions dit dans l'Anti-site noir du Communisme, la notion de « crimes du communisme » bute d'abord sur la diversité des pratiques de répression et des crimes en fonction du dirigeant. A l'inverse, les crimes coloniaux ont été partagés par l'ensemble des nations colonisatrices, avec des acteurs d'état ou privés. Les crimes coloniaux sont dus intrinsèquement à la logique de développement du capitalisme ; il n'y a aucune usurpation à parler de crimes capitalistes, alors qu'il v en a souvent à parler de crimes « communistes ».

« génocides de la collectivisation » (famine soviétique de 1933, purges agraires chinoises de 1952, famine du Grand Bond en Avant), ils relèvent de pratiques en soi différentes de la collectivisation (surréquisition stalinienne en 1932, surproductivisme du Grand Bond en Avant), ou même qui eurent lieu avant la collectivisation (cas des purges agraires chinoises). De plus, tous les états qui collectivisèrent leur agriculture n'eurent pas recours à des

génocides, alors que la dépopulation a concerné toutes les populations natives des Amériques, et souvent aussi en Afrique (par des moyens comparables, à savoir les maladies et la guerre).

Pourquoi ne parle-t-on pas de la surmortalité capitaliste ?

Méfait le plus massif mais aussi le plus représentatif de l'économie de marché, mais surtout le plus actuel, la surmortalité est pourtant la plus inaperçue. Elle n'a pourtant rien de fantasmatique : les organismes des Nations Unies avaient pourtant déjà signalé que l'extension au continent sud-américain des progrès cubains aurait permis de sauver plusieurs centaines de milliers d'enfants chaque année ; que les mêmes comparaisons entre la Chine et l'Inde font monter le nombre de décès juvéniles évitables à plus d'un million. Je n'ai fait que donner une évaluation simple de ce qui pourrait être évité dans l'ensemble des classes d'âge. Et ceci simplement en consultant les chiffres des Nations-Unies, qui ne se limitent pas au recopiage des déclarations officielles (la division « population » de l'ONU complétant les statistiques manquantes par ses propres estimations).

Reste à savoir : pourquoi n'en parle-t-on pas ?

Tout simplement parce que ça n'intéresse personne. Pour éviter de disserter indéfiniment, citons deux causes principales d'ignorance de ce phénomène: le fait qu'il s'agisse de morts « passives » (le gouvernement du pays n'en est apparemment pas responsable) et le fait qu'il s'agisse d'un phénomène long, et non d'un événement ponctuel qui serait susceptible d'attirer l'attention des médias.

L'immense force du capitalisme, c'est sa capacité à se faire accepter comme l'état normal des choses. Le capitalisme, bien avant d'être un système économique et politique, est avant tout une idéologie, basée sur des dogmes qui n'ont rien de rationnels: il est normal qu'une minorité d'individus disposent de la majorité des biens et revenus, la rémunération du capital est normale, les inégalités sociales ont sur le fond une légitimité indépassable, même si elles sont fortes. Nous avons déjà remis en cause tous ces dogmes. Ce sont pourtant les mêmes qui continuent de sévir. Les victimes sont souvent trop pauvres et peu éduquées pour les dénoncer publiquement. Mais ça ne suffit pas: parmi les victimes du capitalisme, on trouvera tout de même un certain nombre de gens qui acceptent le système, voir qui croient en lui; qui pensent qu'à bout d'efforts personnels, ils parviendront à améliorer leur condition, là où c'est justement l'absence d'effort collectif qui crée le désastre.

Ensuite, nos médias (publics ou privés, les médias publics étant dirigés par des gens de droite ou sociaux-démocrates) sont intéressés avant tout parce qui fait « l'actualité ». Une famine qui fait des millions de morts en quelques mois et crée une situation différente de ce que connaissait le pays l'année précédente, est un bon sujet journalistique. Dans un tel cas, on peut aussi toujours soulever la question de la responsabilité gouvernementale. La surmortalité dans un pays comme l'Inde, durant depuis des décennies, n'est ni neuve ni surprenante; et interroger la responsabilité du gouvernement reviendrait à interroger tous les gouvernements précédents et ceux des pays qui ont des situations comparables. Cela pourrait même mener à la mise en cause de l'ensemble du camp capitaliste. Passons, donc.



« Le capitalisme crée des richesses »...

Chaque année, les chiffres de la croissance pour de nombreux pays dits en développement s'avèrent nettement positifs, sans même aller jusqu'aux scores à deux chiffres de la Chine ou jadis du Japon; apparemment, le capitalisme « crée des richesses », preuve de sa réussite, non? Et le (peu) regretté historien François Furet qui déplorait que pour des esprits mal tournés, « le communisme reste bon quelque soit le nombre de ses victimes, et le capitalisme est toujours mauvais, malgré toutes les richesses qu'il produit ».

Le capitalisme est excellent dans la satisfaction de la demande solvable (lieu commun me direz-vous) mais surtout de la demande individuelle. Un individu dont les revenus ont progressé peut s'acheter une voiture, un nouveau logement, pas un hôpital et difficilement une école, surtout s'il n'a pas ou peu été scolarisé lui-même.

••• Même dans les pays riches, cet état de fait apporte son lot de ravages: un exemple notable est le domaine des transports, et notamment l'automobile. Présentée comme le rêve de toute famille qui sort de la pauvreté aux glorieux temps de l'après-guerre et de la reconstruction, l'automobile a rapidement rendu obsolète l'organisation d'un système de transports en commun généralisé: pourquoi vouloir mettre des bus, des trains à toute heure et pour le maximum de directions, alors que la plupart des gens ont une voiture? Le système se mord rapidement la queue: puisque beaucoup de gens ont une voiture, un réseau de transport en commun généralisé serait irrentable, donc on ne fait rouler les trains que le jours, et les bus n'assurent qu'une minorité du trafic, et très peu en zone rurale. Résultat: ceux qui ne peuvent pas prendre les transports en communs achètent une voiture, et nous voilà revenus au point de départ. Le coût de la civilisation de l'automobile est pourtant connu: milliers de morts par an, dizaines de milliers de blessés, pollution, dont la pollution atmosphérique également assassine, dépendance en pétrole, utilisation de davantage de matières premières, encombrement urbain... L'utilisation individuelle de moyens privés est ici moins performante sur le plan humain que celle de moyens collectifs. On pourrait voir si d'autres secteurs de la consommation peuvent recevoir la même critique.

Mais à coté d'un grand nombre de produits (« richesses ») qui n'améliorent en rien ni notre espérance de vie, ni notre niveau d'éducation ou notre santé, le capitalisme, en tant que système, est sous-performant dans l'approvisionnement de ce qui est le plus essentiel aux individus, ce qui les fait vivre davantage. Il est urgent de passer par les fenêtres la notion de « richesse » tant vénérée par les capitalistes; celle-ci est un concept idéologique qui veut que tout achat effectué par un individu contribue à améliorer son bonheur (sinon pourquoi l'achèterait-il?). Un cas comme celui de l'automobile montre qu'un individu peut être contraint à acheter ce qui ne lui plaît pas parce qu'il n'a pas de moyens de vivre sinon alors que des alternatives existent, mais supposent une organisation plus collectiviste. On peut faire cette réponse à Mr. Furet: « Le communisme est bon car il ne se confond pas avec le bloc de l'Est; et le capitalisme est mauvais car les « richesses » qu'il produit ne sont vraiment pas les bonnes. »

Pour conclure: l'économie planifiée soviétique fut un système sous-performant qui tente de fournir les besoins les plus élémentaires de la population. Le capitalisme/ économie de marché forme un système performant pour produire, mais au service d'un mode de consommation largement gabegique.